

**POURSUIVRE LE
COMBAT DES
RESISTANTS CONTRE
LE RENOUVEAU
DU FASCISME**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1333-1334-1335-Octobre-Novembre-Décembre 2018

29 SEPTEMBRE 1938 : LES «ACCORDS DE MUNICH...»



De gauche à droite au 1^{er} plan, Chamberlain, Daladier, Hitler, Mussolini et Ciano. Sur la carte, en vert clair, la zone des Sudètes abandonnée à Hitler à Munich

Le 12 mars 1938, la Wehrmacht avait franchi la frontière autrichienne : c'était l'«Anschluss» (annexion) du pays par le Reich allemand, ce qu'avait formellement interdit le Traité de Versailles signé par l'Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale ; le 10 avril suivant, le fait accompli était ratifié par référendum dans un pays passé sous contrôle des nazis. En dehors de paroles de sympathie à l'égard du peuple autrichien, la «réaction» des autres pays

signataires du Traité de Versailles et garants de l'indépendance autrichienne – dont la France – fut d'une passivité quasi-totale, comme ce fut le cas après le plébiscite sarrois en janvier 1935 et la remilitarisation de la rive gauche du Rhin en juillet 1936. Cette attitude, censée sauvegarder la paix et approuvée par les peuples traumatisés par le souvenir sanglant de la «Grande guerre», ne pouvait qu'encourager Hitler...

Lors de la création de la Tchécoslovaquie en 1918, la définition des frontières que l'on veut défendables du nouvel Etat des Tchèques et Slovaques va y intégrer des minorités nationales : Hongrois de Slovaquie du sud, Polonais de Silésie morave, et surtout un peu plus de 3 millions de germanophones – sur une population totale de 10 millions de personnes – répartis sur le pourtour montagneux de la Bohême, notamment dans les monts des Sudètes, et qui, au moment de l'indépendance, avaient revendiqué le rattachement de leurs zones d'habilitation à l'Autriche ; ce qui leur fut refusé, comme le fut celui de l'Autriche à l'Allemagne.

Dans l'entre-deux guerres, la minorité germanophone va peu à peu s'intégrer à la vie nationale, participant aux élections, au gouvernement. Une situation que la crise de 1929 va cependant contribuer à dégrader.

Le problème des Sudètes va prendre une dimension nouvelle avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler le 30 janvier 1933, et la fondation, le 1^{er} octobre 1933 dans la ville d'Eger, du «Front patriotique des Allemands des Sudètes» par Konrad Henlein, qui devient le 19 avril 1935 «le Parti allemand des Sudètes» (Sudeten Deutsche Partei – SdP). Se réclamant du Parti nazi allemand, qui va le financer, le SdP – qui regroupe alors 400 000 adhérents – obtiendra avec 1 250 000 voix 44 députés aux élections de mai 1935 ; ce qui en fait le 1^{er} parti en voix et le 2^{ème} groupe parlementaire du pays.

Dès lors, avec l'appui d'Hitler qui menace, le SdP va multiplier pressions, provocations et incidents pour contraindre le gouvernement tchécoslovaque à

prendre des mesures qui seront présentées comme liberticides.

Alors que des troupes allemandes sont massées à la frontière tchécoslovaque, Henlein, au congrès du Parti nazi allemand à Nuremberg, appelle les Allemands des Sudètes à l'insurrection. Le SdP est dissous par le gouvernement tchèque le 16 septembre, la Guerre menace...

Le Gouvernement anglais envoie alors un «médiateur», Lord Runciman, qui va... s'aligner sur les positions d'Hitler, tandis que sont ignorées les propositions soviétiques de venir militairement en aide à la Tchécoslovaquie.

Et, les 28 et 29 septembre 1938, le Premier ministre britannique sir Neville Chamberlain, le Président du Conseil français Edouard Daladier, Mussolini et Hitler se réunissent à Munich, en l'absence du Gouvernement tchécoslovaque... Ils vont céder à toutes les demandes d'Hitler : les Sudètes sont abandonnés à l'Allemagne nazie.

Les suites immédiates de la capitulation de Munich devant Hitler ne se firent pas attendre : dès les 1^{er} et 2 octobre 1938, la Pologne annexe la zone frontalière de Teschen (Tessin en tchèque), le 2 novembre, la Hongrie se vit attribuer, suite à l'arbitrage de Vienne imposé par Hitler, le sud de la Slovaquie et de l'Ukraine subcarpatique (Ruthénie) où vivait alors une importante minorité hongroise.

En un mois, la Tchécoslovaquie aura perdu un tiers de son territoire, 4,8 millions de ses habitants (dont 1,2 million de Tchèques et Slovaques vivant dans les territoires annexés par le Reich, la Pologne et la Hongrie), un quart de son potentiel industriel (dont des usines d'armement), ses fortifications de Bohême.

Conséquence directe des Accords de Munich, l'autonomie renforcée de la Slovaquie va donner à Hitler un levier pour désintégrer la Tchécoslovaquie le 15 mars 1939. La prochaine étape, moins de six mois plus tard, sera la crise de Dantzig et l'attaque nazie contre la Pologne...

Alors que beaucoup crurent avoir «sauvé la Paix», Winston Churchill, dans un discours aux Communes à Londres le 21 novembre 1938, avait prophétisé : «Vous aviez le choix entre la guerre et le déshonneur. Vous avez choisi le déshonneur, et vous aurez la guerre. Ce moment restera à jamais gravé dans vos cœurs».

DANS NOTRE SOMMAIRE :

P. 2 : Actuelles : Programme du CNR

P. 3 : Editorial

P. 4 : : Ceux du maquis

P. 5 : : Le réseau Gloria SMH

P. 6-7 : Héros et Héroïnes de la Résistance : Jacques Bingen, France Bloch-Sarrazin.

P. 8 à 18 : Le Dossier : L'expansionnisme nazi (Autriche, Sudètes, Dantzig, Memel, Poznanie, Alsace-Lorraine, Slovaquie du sud, les Volksdeutsche...)

P. 19-20 : Les Français libres

P. 21 : Transmission de la Mémoire

P. 22 : Nos Deuils

P. 23 : Avis de recherche

P. 24 : Les Livres

LE PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE

Depuis plusieurs semaines, la France connaît un mouvement social aux formes inédites et d'une durée inégalée, dans quelques semaines, les Français seront appelés aux urnes. Au cœur des débats, le pacte social et démocratique, pour l'essentiel mis en place à la Libération par le Gouvernement du Général de Gaulle en application du Pro-

gramme du Conseil National de la Résistance, élaboré entre l'automne et l'hiver 1943-1943 et publié le 15 mars 1944 ; pour éclairer ces débats contemporains, nous en republions ci-dessous, la 2^e partie, consacrée aux mesures alors préconisées.

Mesures à appliquer dès la libération du territoire

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du CNR, proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formée par le général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ;

Afin de veiller au châtement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration ;

Afin d'exiger la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants du marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation, ainsi que la confiscation de tous les biens ennemis, y compris les participations acquises depuis l'armistice par les gouvernements de l'Axe et par leurs ressortissants, dans les entreprises françaises et coloniales de tout ordre, avec constitution de ces participations en patrimoine national inaliénable ;

Afin d'assurer :

L'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le [r]établissement du suffrage universel ;

La pleine liberté de pensée [,] de conscience et d'expression ;

La liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ;

La liberté d'association, de réunion et de manifestation ;

L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;

Le respect de la personne humaine ;

L'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ;

Afin de promouvoir les réformes indispensables :

Sur le plan économique :

L'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;

Une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des États fascistes ;

L'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;

Le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;

Le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de vente[s], agricoles et artisanales ;

Le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie ;

Sur le plan social :

Le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;

Un réajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;

La garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à la stabilité de la monnaie ;

La reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;

Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens les moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;

La sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;

L'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs, améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du Blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;

Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;

Le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste ;

Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales ;

La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quel[le] que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promu[e] une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avai[en]t fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale.

L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi.

En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C.F.L.N. et de son président, le général de Gaulle ! En avant pour le combat ! En avant pour la victoire, pour que vive la France !!!

LA RESISTANCE, UN COMBAT POUR DES VALEURS

L'année qui il y a 75 ans s'achevait en ce 4^e trimestre 1943 aura été une année majeure, pour le conflit mondial qui s'est étendu à toute l'Europe, à l'Afrique, à l'Asie, au Pacifique pour la France occupée depuis l'été 1940, pour la Résistance dans notre pays.

Commencée sur le Front Est par la fin en janvier de l'encerclement total de Leningrad, et surtout le 2 février par la capitulation de la 2^e Armée allemande encerclée par l'Armée rouge à Stalingrad, l'année verra l'entrée à Naples le 1^{er} octobre de la 5^e armée américaine. Entretemps, les Soviétiques auront libéré Kharkov en Ukraine, dont la capitale Kiev sera libérée aussi le 6 novembre suivant, et en Italie, le régime fasciste se sera effondré le 25 juillet, trois jours après l'entrée des Anglo-Américains à Palerme en Sicile ; dont la prise le 15 août de la capitale, Messine, achèvera la conquête, anticipant le débarquement allié sur la péninsule italienne le 3 septembre, à Reggio di Calabria. Ce qui conduira le Gouvernement Badoglio, qui a succédé à Mussolini, à annoncer le 8 septembre l'armistice avec les Alliés.

Pour autant, l'année n'aura pas été exempte de drames, dont les populations civiles – en premier lieu juives – auront été les victimes de la part des forces armées de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste et de leurs Alliés ou supplétifs des pays occupés. Ainsi l'armée italienne aura massacré les 16 et 17 février les 150 habitants du village grec de Domenikon en représailles d'une attaque de partisans, quant à la Wehrmacht et à la SS, elles ont rasé les 13 et 15 mars le Ghetto de Cracovie, écrasé du 19 avril au 16 mai et – au prix de 13 000 victimes – l'insurrection du Ghetto de Varsovie. Quant aux trains de déportation, ils ne cessèrent de circuler toute l'année à destination des camps de la mort. La Wehrmacht aura aussi massacré, du 21 au 26 septembre dans l'île grecque de Céphalonie, 5 000 soldats et officiers de la division italienne *Acqui* refusant de rendre leurs armes aux Allemands après l'armistice signé par leur pays...

En France, désormais totalement occupée depuis le 11 novembre 1942 après l'invasion de la zone Sud par la Wehrmacht et l'armée italienne encore fasciste, suite au débarquement allié en Afrique du Nord, le régime pétainiste commença 1943 par la création le 30 janvier de la Milice, dont le rôle répressif s'accroîtra tout au long de l'année pour atteindre au service de l'Occupant l'odieux dans la mise en œuvre de sa politique génocidaire et dans le combat contre la Résistance. Deux semaines plus tard, le 16 février, il instituait le Service du Travail Obligatoire (S.T.O.) qui allait livrer plusieurs centaines de milliers de jeunes français et d'ouvriers spécialisés à l'économie de guerre du Reich. L'année 1943 fut aussi hélas une année qui illustra la complicité répressive de « l'Etat Français » avec l'occupant nazi : le 8 février, arrêtés par la police pétainiste et livrés aux Allemands, étaient fusillés les cinq lycéens martyrs du Lycée Buffon, le 23 juillet à la prison Saint-Michel de Toulouse, arrêté par la Police pétainiste, condamné à mort par un tribunal pétainiste, Marcel Langer, ancien brigadiste, chef de la 35^e brigade FTP-M.O.I., était guillotiné...

L'année 1943 aura été aussi une année importante pour la Résistance française : le 27 mai, dans Paris sous la botte nazie s'étaient réunis 48 rue du Four les représentants des principaux mouvements de la Résistance, le Front National pour la Libération et l'indépendance de la France, Libération-Nord, L'Organisation Civile et Militaire, Ceux de la Résistance, Ceux de la Libération, Combat, Franc-Tireur, Libération-Sud, des partis clandestins, communiste, socialiste, radical, démocrate-chrétien, Alliance démocratique, Fédération Républicaine, et des deux centrales syndicales clandestines, la CGT et la CFTC. Ils avaient, couronnant des mois d'efforts pour réaliser l'unité de la Résistance déployés par Jean Moulin, qui va le présider, fondé le Conseil National de la Résistance. Le CNR, qui va se placer sous l'autorité du Comité National Français dirigé par le général de Gaulle. Unifiée, la Résistance va connaître un drame : le 21 juin, Jean Moulin, alors qu'il allait participer à Caluire, tombait, victime d'une trahison dans les mains de la Gestapo. Déporté en Allemagne, il mourrait en gare de Metz le 8 juillet 1943 des suites des tortures subies, sans avoir parlé. Son œuvre, le CNR, va lui survivre, pour conduire en cette fin 1943 l'action de la Résistance et la préparation des contours de la France rénovée après une libération qui s'annonce prochaine. Au cœur des deux, les valeurs de la Résistance. Ce sera, publié le 15 mars suivant..., le Programme du CNR.

Démocratie économique, sociale et politique, solidarité, humanisme, coopération pacifique entre les nations, telles sont ces valeurs. Ainsi, le Programme du CNR préconise « la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères », « l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie », « la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général... », « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun », « le droit au travail et au repos », « la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité », « un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence », « une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours »... Des mesures qui, 75 ans après leur formulation, restent au cœur de nos débats citoyens et sociaux contemporains, parce que concrétisant des valeurs pérennes, celles de la Résistance.

Pierre Martin, Président de l'ANACR

DANS NOTRE AGENDA

31 MAI, 1^{ER} ET 2 JUIN 2019

STAGE NATIONAL DE L'ANACR

Comme chaque année, le Stage National de Formation de l'ANACR 2019 se déroulera lors du week-end de l'Ascension,

du vendredi 31 mai à 10h30
au dimanche 2 juin à 12 h00

dans le cadre adapté de « l'Auberge de Saint-Denis », offrant salle de conférence et hébergement.

Notamment au Programme : *L'Histoire de l'ANACR, le Comité Parisien de la Libération, le Pacte germano-soviétique, les FTP-M.O.I., l'U.J.R.E., L'activité éditoriale d'un comité ANACR...*

Inscriptions, dans la limite des places disponibles, par l'intermédiaire des comités départementaux de l'ANACR ou en contactant le siège national :

ANACR (Stage national)

79 rue Saint-Blaise.75020-Paris

Tél : 01 44 64 90 08

Mail : anacresistance@wanadoo.fr

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

Les problèmes de santé persistants ayant affecté la rédaction et la réalisation du *Journal de la Résistance* ont entraîné des retards de publication qui sont en cours de réduction.

Nous sollicitons l'indulgence de nos lecteurs et les prions de nous excuser pour cet inconvénient, en les assurant qu'aucun numéro sera supprimé et que tous leur parviendront.

LE MAQUIS DE PLAINVILLE

Le débarquement allié le 6 juin 1944 en Normandie a été préparé depuis plusieurs mois sur le sol de France par l'intensification de l'action de la Résistance intérieure, qui a notamment multiplié les sabotages, depuis le début 1943 des maquis se sont implantés plus ou moins durablement dans les régions montagneuses et de grands massifs forestiers, des plans - «rouge», «vert», «bleu», «jaune»... - de coupures des voies ferrées, des routes, des lignes électriques, etc. ont été mis au point et assignés à la Résistance pour le Jour «J»...

À l'annonce du Débarquement, ces plans vont être mis en œuvre tant par les maquis existants, qui vont se renforcer jour après jour, que par les groupes de combat urbains.

Et, de nouveaux maquis vont se créer après le 6 juin dans de nouvelles zones, moins accidentées ou moins boisées, pour encadrer les volontaires chaque jour plus nombreux désirant entrer dans la lutte armée contre l'Occupant et ses supplétifs de la Milice pétainiste. Ils seront d'un apport précieux à la lutte de libération...

Ce sera par exemple le cas en Ile-de-France, en Normandie, dans le Perche...

Ainsi, dans l'Eure-et-Loir, vers le 15 juin, se crée dans une zone relativement boisée d'un écart - le lieu-dit de Plainville - éloigné (à 2 km) du centre de la petite commune (moins de 400 habitants) de Marolles-les-Buis, située à 12 km de Nogent-le-Rotrou, un maquis regroupant une cinquantaine de Résistants, qui vont se placer sous la direction du capitaine Gabriel Herbelin, alias *Duroc*, responsable du secteur ouest - Arrondissement de Nogent-le-Rotrou, cantons de la Ferté-Vidame, de Brezolles, Senonches et Illiers - de la Résistance d'Eure-et-Loir.

L'endroit choisi, près d'une grande ferme, est une colline boisée descendant de manière abrupte vers la toute proche Vinette, petite rivière précieuse pour l'ap-

provisionnement en eau. Par ailleurs, une ancienne carrière souterraine offre un abri, une galerie s'enfonçant profondément permettant de discrets entraînements au tir.

Les premiers Résistants vont venir de Fréigny, non loin de là où un groupe s'était constitué dès le 7 juillet, de Thiron-Gardais, Auneau, Beaumont les-Autels... 133 Résistants seront recensés nominativement mais le nombre total de ceux ayant participé aux activités du maquis de Plainville est estimé à environ 160-170 en août 1944. Ils vont être répartis en quatre groupes aux missions différenciées : instruction, mission opérationnelle, sécurité immédiate et repos. Une grande partie du ravitaillement viendra des communes voisines de Saint-Denis-d'Authou, de Thiron-Gardais, de Chassant, de fermes des alentours.

Les maquisards rassemblés à Plainville ont pu bénéficier d'équipements (armes, explosifs...) parachutés notamment les 15 juillet, 15 août et 26 novembre 1943. Pendant près de deux mois, ils vont mener une soixantaine d'opérations de sabotage ou de harcèlement de petits convois ennemis - telle la capture (avec 2 prisonniers) d'un camion allemand - à la coupure entre La Loupe et Bretoncelles de la voie ferrée stratégique Paris-Brest et à celle - à 11 reprises entre Montlandon et le Theil- de la tout aussi stratégique ligne téléphonique Paris-Brest ; ainsi que la destruction des ponts, entre la Loupe et Pontgoin, de Courtemiche, et des Abattoirs à Nogent-le-Rotrou.

Cette dernière ville va, alors que la bataille de Normandie est en voie d'achèvement avec les combats de fermeture de la Poche de Falaise, se trouver, au début août 1944, sur l'un des axes d'offensives des troupes américaines vers la vallée de la Seine. Le 13 août, le XX^e corps américain reçut l'ordre de se diriger vers Dreux, le général Walker ordonnant le 14 au matin une attaque suivant l'axe Le Mans - Nogent-le-Rotrou - Dreux-Gassicourt pour s'emparer la zone sur la Seine entre Meulan et Vernon, Chartres allant aussi devenir un objectif du XX^e corps, dont les opérations seront facilitées par l'action du maquis de la Plaine.

LA LIBERATION DE NOGENT-LE-ROTROU

Le soir du 9 août, les maquisards de la Plaine quittèrent leur cantonnement de Marolles-les-Buis pour se diriger vers Nogent-le-Rotrou, petite ville de 7 500 habitants où les Allemands, entrés dans la ville le 17 juin 1940, ont occupé la caserne du Quartier Sully, le château Saint-Jean étant utilisé comme base de défense antiaérienne.

Les maquisards de la Plaine, conduits par *Duroc* et Maurice Clavel (Commandant *Sinclair*), chef départemental FFI, vont rentrer dans Nogent-le-Rotrou le 10 août au soir, investissant le château et établissant leur PC à l'hôtel Goethals.

Des combats auront lieu le 11 août entre les maquisards de la Plaine, recevant le renfort d'autres résistants venus des maquis de Beaumont et d'Auneau, avec les



Le site du maquis de la Plaine.

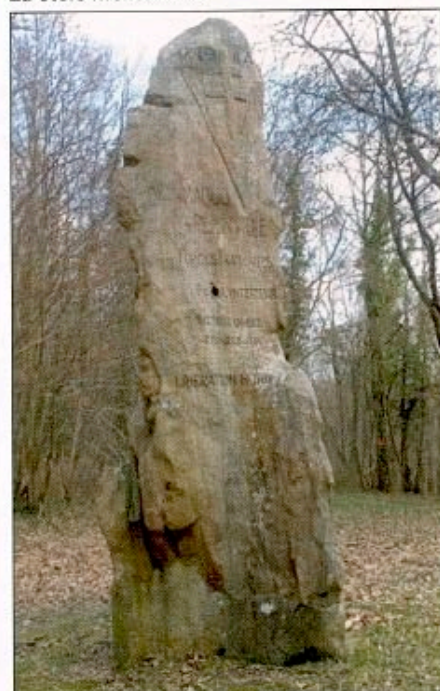
Allemands tenant avec le Château la sous-préfecture et l'hôtel-de-ville où ils retiennent des otages ; ils feront 4 morts parmi les Résistants, dont Robert Fonteix, du maquis de la Plaine. Dans la soirée, les Allemands évacueront la ville...

Les maquisards de la Plaine, avec lesquels deux officiers américains avaient pris le contact le 12 août, vont accueillir au soir du 14 août dans la ville libérée la 7^e DB (du XX^e corps) américaine du général Silvester. Une partie d'entre eux va continuer le combat, en participant à l'offensive sur Paris, hissant le drapeau tricolore sur le ministère de l'Air, en poursuivant l'ennemi en retraite sur la Loire jusqu'à Orléans, Briare, Cosne..., certains s'engageant «pour la durée de la Guerre».

Le 20 août, les maquisards de la Plaine, avec à leur tête Gabriel Herbelin (*Duroc*) et le chef départemental FFI, Maurice Clavel, avaient dans l'enthousiasme accueilli à Nogent-le-Rotrou le général de Gaulle.

Le 6 juillet 1947, une stèle honorant les maquisards de la Plaine sera inaugurée devant l'entrée des grottes, en présence de *Duroc*, de *Sinclair* et de nombreux anciens du maquis. Chaque année depuis une cérémonie annuelle leur rend hommage.

La stèle mémorielle.



Le capitaine Gabriel HERBELIN, dit DUROC

LE RESEAU «GLORIA SMH»

Le 12 mai 1943, Jeanine Picabia se voyait décerner par décret la Médaille de la Résistance, devenant ainsi, avec Lucienne Cloarec, l'une des deux premières femmes titulaires de la prestigieuse distinction de la Résistance, instituée par une ordonnance du général de Gaulle le 2 février 1943.

Née le 19 juin 1916, fille du peintre Francis Picabia¹ et de Gabrielle Buffet, Gabrièle Cécile «Jeannine» ou «Jeanine» Picabia obtint en mars 1940 un diplôme d'infirmière qui lui permit de rejoindre la section sanitaire du 19^e régiment du train stationné à Metz. Après l'armistice, affectée à la section de Châteaoux de la Croix-Rouge, elle s'occupera du ravitaillement des camps de prisonniers de Bordeaux et de Bretagne, avant d'être démobilisée en décembre 1940.

Durant cette fin 1940, elle va nouer des contacts avec diverses personnes et structures engagées dans des premières actions de Résistance, tel le réseau «Étoile», en contact avec les réseaux de renseignement polonais, fondé en octobre 1941 par l'avocat Michel Brault (lieutenant «Jérôme Miklos») et qui aura pour chef l'ingénieur et colonel de réserve François Michel («colonel Fabrice»). Par l'intermédiaire de deux autres ambulancières, Marie-Thérèse Briel et l'américaine Virginia Hall («Marie»), elle prend contact avec les services britanniques, notamment Ernest Richard Guimpel, responsable de l'*Intelligence Service* (I.S.) à Marseille.

Elle va recruter, Armand Lowengard, un ami de sa mère – Gabrielle Buffet-Picabia, elle aussi engagée dans une action de Résistance –, qui la met en contact avec le marchand d'art René Gimpel², dont les fils résistants sont en contact avec Londres et divers autres réseaux.

En janvier 1941, elle crée, par ordre reçu de Londres, le réseau «Gloria SMH», dont – sous le pseudonyme de «Gloria» – elle prend la direction avec Jacques Legrand qui, fait prisonnier en juin 1940, s'était évadé au moment de son départ pour l'Allemagne. Picabia et Legrand – qui a pris le pseudonyme de «SMH» (initiales inversées de His Majesty Service) – seront secondés à la di-

rection du réseau par Suzanne Roussel («Hélène»), professeur au lycée Henri IV, et Gilbert Tomasson ou Thomazon («Gil»), officier de réserve de 40 ans, ingénieur de travaux publics, responsable du service parisien des catacombes.

Parmi les membres parisiens du groupe, il faut mentionner Alfred Péron, ancien élève de l'École Normale supérieure. Lecteur de français au Trinity collège de Dublin en 1926, il s'était lié



Jeannine Picabia, Samuel Beckett.

d'amitié avec l'un de ses élèves irlandais, Samuel Beckett³. Devenu professeur d'anglais au lycée Buffon, Péron, entré en Résistance en 1940, intégrera le réseau «Gloria», dans lequel il fera rentrer comme agent P1 son ami Samuel Beckett, en France depuis 1937, lequel effectuera des missions de liaison et du travail de secrétariat.

Le réseau «Gloria SMH», financé par des fonds émanant de l'état-major anglo-polonais de Londres, et axé essentiellement sur le renseignement maritime (militaire ou marchand), la défense anti-aérienne, le trafic ferroviaire fluvial, etc., aura des liens avec d'autres réseaux et mouvements tel Étoile (Michel Brault), Combat, Libération, Ali-France (Joseph Dubar), Pat O'Leary, ainsi qu'avec Pierre de Vomécourt, qui se chargera d'organiser une liaison radio directe entre Gloria et Londres.

En mars 1942, Pierre de Vomécourt («Lucas») étant arrêté à son retour de Londres, le réseau Gloria se trouvera coupé de Londres et en mai Jacques Legrand entrera en contact à Lyon avec Virginia Hall, responsable d'un réseau du SOE, qui acceptera de prendre en charge la transmission des messages et rapports de «Gloria». Le 10 ou 12 août 1942, Legrand confie à l'abbé Alesch,

de fait agent d'infiltration nazi bilingue dans le «Réseau du Musée de l'Homme», qui lui avait été présenté par Germaine Tillion, un courrier avec mission de le remettre à Virginia Hall contenant des pellicules photographiques représentant notamment des plans de défense côtière à Dieppe.

Quelques temps plus tard, Jeannine Picabia se rendant à Lyon, demandera des nouvelles du courrier à Philippe de Vomécourt (frère de Pierre), travaillant avec Virginia Hall. Celui-ci lui confirmera son arrivée, mais soulignera son total inintérêt. Jeannine Picabia contrôlera alors le courrier arrivé à Lyon, et constatera sa falsification et la disparition des documents photographiques et renseignements militaires.

En même temps, elle apprend que des arrestations ont été opérées dans le réseau entre le 13 et le 16 août 1942. : Germaine Tillion, alors qu'elle préparait l'évasion de Pierre de Vomécourt («Lucas»), le fut la première le 13 août Gare de Lyon avec Gilbert Thomazon, puis ce furent l'arrestation le 14 août 1942 d'Alfred Péron⁴ et de Jacques Legrand, le 15 août celle d'Hélène Roussel. Jeannine Picabia ordonnera alors la cessation de toute activité.

Apprenant que Virginia Hall a encore reçu d'Alesch quatre courriers ne pouvant qu'être de faux courriers, le réseau ayant arrêté toute activité, elle conclura immédiatement à la trahison de Alesch⁵. Recherchée par la police allemande, Jeanine Picabia franchit les Pyrénées le 25 décembre 1942 et arrivera à Barcelone le 9 janvier 1943 puis à Lisbonne le 1^{er} mars, d'où elle partira pour Londres le 12 mars 1943 afin de s'engager dans la section féminine des Forces françaises libres.

Le Réseau «Gloria SMH» aura regroupé 203 agents dont 27 occasionnels, avec sa centrale implantée à Paris, agissant dans les ports (Bordeaux, Brest, Cherbourg, Dieppe, Lorient, Marseille, Saint-Nazaire) mais aussi dans des villes comme Autun, Chalon-sur-Saône, Dijon, Lille, Nice, Lyon, Roubaix, Vichy..., ainsi que dans Paris et sa banlieue et la région Lorraine.

Homologué en 1946 comme unité combattante du 1^{er} janvier 1941 au 15 août 1942, le réseau «Gloria SMH» aura eu 80 déportés et 12 fusillés.

¹ Francis-Mane Martinez de Picabia, d'origine cubaine, né à Paris en 1879, côtoya Braque, Sisley, Pissaro, Marie Laurencin, sa première exposition personnelle en 1905 à Paris fut un triomphe. En 1909, il épouse Gabrielle Buffet, petite-nièce de Lamartine, elle-même artiste peintre, dont il divorcera en 1930. Participant au Dadaïsme et au surréalisme, un temps proche d'André Breton, Francis Picabia, sera une des figures majeures de la peinture française pendant quatre décennies. Son positionnement pendant l'Occupation fut controversé à la Libération. Il décéda le 30 novembre 1953.

² René Albert Gimpel, né en 1881, est devenu marchand de Tableaux avant la Première Guerre mondiale, il a notamment pour ami Marcel Proust et sera un admirateur de Paul Eluard. Dès les débuts de l'Occupation, avec ses fils Ernest (dit Charles, alias «Beauchamp»), Pierre et Jean, il entre en Résistance. Dénoncé par un confrère véreux, emprisonné à Montluc, il sera déporté à Neuen-gamme où il décédera le 3 juillet 1945.

³ Né le 13 avril 1906 à Dublin (Irlande) dans une famille bourgeoise protestante, il apprendra les premiers rudiments de français dès l'école primaire, avant de l'étudier conjointement à l'italien entre 1923 et 1927 au Trinity College de Dublin. Obtenant une bourse de 3^{ème} cycle et un poste de lecteur d'anglais à l'E.N.S. de la rue d'Ulm à Paris, il arrive en France en 1928. Il s'y fixera en 1937. Entré au réseau «Gloria SMH», Beckett, prévenu par l'épouse de Péron, échappera de peu à l'arrestation en août 1942 et se réfugiera avec sa compagne Suzanne Deschevaux-Dumesnil en zone sud, dans le petit village de Roussillon, apportant son aide à la Résistance du Vaucluse. Il recevra le 30 mars 1945 la Croix de Guerre et la Médaille de la Résistance. Devenu après-guerre un écrivain à succès (En attendant Godot...), il recevra en 1969 le Prix Nobel de Littérature.

⁴ Déporté à Mauthausen, Alfred Péron décédera en Suisse le 1^{er} mai 1945, deux jours après sa libération. Jacques Legrand, déporté à Mauthausen, y décédera le 30 juin 1944. Thomazon décédera aussi en déportation.

⁵ Né à Aspell au Luxembourg en 1906, ordonné prêtre en 1933, Alesch s'installe en France où il est nommé vicaire à la Varenne-Saint-Hilaire. Adoptant, notamment dans ses sermons, une posture résistante au début de l'Occupation, Alesch, qui va habiter avec ses deux... maîtresses dans le 16^e arrondissement de Paris, va prendre en 1941 parallèlement contact avec l'occupant, entrant au service de l'Abwehr, qui le rémunérera 12 000 francs par mois, plus une prime par Résistant arrêté. Réfugié après la guerre à Bruxelles, arrêté et transféré en France, il sera – Germaine Tillion et Gabrielle Buffet-Picabia témoigneront à son procès – condamné à mort le 28 mai 1948 et fusillé le 25 janvier 1949 au Fort de Montrouge.

FRANCE BLOCH-SÉRAZIN

Fille de l'écrivain Jean-Richard Bloch¹, France naquit à Paris le 21 février 1913. Après deux ans au Collège Sévigné à Paris, ses études secondaires se poursuivent à Poitiers.

Titulaire d'un baccalauréat de philosophie puis de mathématiques, elle prépare une licence de chimie et va entrer en octobre 1934 au laboratoire du professeur Marquis à l'Institut de Chimie, y rencontrant Marie-Elisa Nordmann, avec laquelle elle nouera une amitié durable.

S'engageant dans le soutien à l'Espagne républicaine, elle adhère en 1936 au Parti communiste, au sein duquel elle va rencontrer, à sa Section du 14^e arrondissement, Frédéric Sérazin², un ouvrier tourneur-outilleur travaillant chez le motoriste Hispano-Suiza installé sur le site des Etablissements Ballot, 27 à 39 Boulevard Brune (Paris 14^e). Ils se marieront en mai 1939, un enfant, Roland, naîtra de cette union en janvier 1940.

En septembre 1939, le Parti communiste est interdit suite à son approbation du «Pacte germano-soviétique de non-agression», ainsi que la presse communiste ou communiste ; dont l'*Humanité* et *Ce Soir*, que dirige son père, Jean-Richard Bloch.

Frédéric Sérazin, mobilisé, la guerre a été déclarée à l'Allemagne début septembre 1939 suite à son attaque de la Pologne, va être rappelé à l'arrière et affecté spécial à l'usine Hispano-Suiza du Boulevard Brune, qui fabrique des moteurs d'avion nécessaires à la Défense nationale.

Le 18 novembre 1939, un décret avait été adopté portant sur «les mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la Défense nationale et la sécurité publique» entraînant leur internement administratif. Dirigé contre les communistes, il sera appliqué à Frédéric Sérazin qui est arrêté en février 1940, et interné au camp de Saint-Benoît à Auffargis en Seine-et-Oise (Yvelines)³.

Lors de l'offensive allemande de Mai-juin 1940, la recherche scientifique et ses laboratoires se sont repliés à Bordeaux ; France Bloch-Sérazin les a suivis. Elle rentrera à Paris en septembre 1940, mais bientôt le 1^{er} Statut des Juifs, publié le 3 octobre 1940, va l'écarter de son laboratoire à l'Institut de Chimie.

Ayant à charge son fils Roland et Eliane, la petite fille de son mari née d'un premier mariage, France, pour s'assurer des ressources, donne des leçons particulières et professe dans un cours complémentaire. Parallèlement, elle continue son action militante, elle sera intégrée fin 1941 avec le pseudonyme de «Claudia» à l'un des premiers groupes des futurs FTPF, dirigé par Raymond Losserand, et cache aussi dans sa cave une ronéo sur laquelle elle tire des tracts.

Contactée par Jules Dumont, ancien commandant du bataillon «Commune de Paris» de 1^{re} Brigade internationale puis de la 14^e («la Marseillaise»), organisateur de l'appareil clandestin du Parti communiste, qui sollicite son concours de chimiste pour produire des explosifs, des bombes, elle va installer un laboratoire dans un appartement du 5, avenue Dedibour (Paris 19^e).

L'ARRESTATION

Identifiée dès janvier 1941 par la police, ayant échappé le 11 février 1942 à l'arrestation lors d'un rendez-vous avec Yves Kermen, responsable militaire FTPF, au métro Quai de la Rapée, elle sera finalement arrêtée le 16 mai 1942 et conduite à la Préfecture de Police, aux Renseignements généraux puis au Dépôt. Le 6 juin, elle sera transférée à la prison de la Santé où elle passera quatre mois.

Elle sera condamnée à mort le 30 septembre 1942 par le Tribunal allemand du *Gross Paris* réuni à l'hôtel Continental, en compagnie de 19 autres membres de son réseau de Résistance, dont Raymond Losserand, Gaston Carré... Les 19 hommes seront fusillés au Mont-Valérien le 21 octobre suivant.

Les Allemands ne fusillant pas les femmes et ne les exécutant pas en France, France Bloch-Sérazin, seule femme du procès, est emprisonnée à Fresnes avant d'être transférée fin novembre 1942 à la prison de Haguenau puis à la forteresse de Lübeck. Le 10 février 1943, elle est conduite à Hambourg, où elle est informée de son exécution imminente le 12 février. Elle va écrire une dernière lettre à son mari Frédéric :



«Cette lettre est la dernière que tu recevras de moi. Ce soir, à 9 heures, je vais être exécutée... Je vais mourir comme tant d'autres sont tombés depuis des mois.

«Tu ne m'as donné que du bonheur, j'étais fière de toi, fière de notre union, fière de notre si profond accord, fière de notre cher amour de Roland...»

«Je meurs pour ce pourquoi nous avons lutté, j'ai lutté ; tu sais comme moi que je n'aurai pas pu agir autrement que je n'ai agi : on ne se change pas.»

France Bloch-Sérazin est guillotinée ce 12 février 1943 à 21h, à la Maison d'arrêt *Holstenglacis* à Hambourg, dont la municipalité a fait apposer en 1988 devant la prison une plaque à sa mémoire. Enterrée au cimetière Ohlsdorf de la ville, sa dépouille sera transférée en 1958 au camp de Natzwiller-Struthof.

France Bloch est honorée par des rues portant son nom à Poitiers, à Migné-Auxences, Garchizy, au Blanc-Mesnil, une école maternelle à Drancy, un collège à Poitiers. A la Libération, une plaque lui rendant hommage fut apposée 1 rue Monticelli (Paris 14^e) où fut le domicile de France et de son mari Frédéric ; le 4 décembre 2008, une autre le fut sur la façade de l'immeuble, 5, avenue Debidour (Paris 19^e), où elle avait installé son laboratoire clandestin.

A titre posthume, elle fut faite chevalier de la Légion d'honneur et reçut la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

¹ Agrégé d'histoire en 1907, Jean-Richard Bloch épouse cette même année Marguerite Herzog, sœur d'André Maurois. Professeur aux lycées de Lons-le-Saunier puis de Poitiers, il démissionne de l'enseignement en 1908 et entame une carrière littéraire. Collaborant à la *Vie Ouvrière* et à l'*Humanité* au sortir de la Guerre de 1914-1918, il adhère en 1921 au Parti communiste mais le quitte peu après. En 1923, avec son frère Pierre Abraham et l'écrivain Romain Rolland il est l'un des fondateurs de la revue littéraire *Europe*, toujours existante. Entre les deux guerres, il adhère au Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes (CVIA) en 1934. En mars 1937, il participe avec Aragon à la fondation du quotidien proche du Parti communiste *Ce Soir*, et réadhère au Parti communiste français au début de l'été 1939 ; Ce

Soir sera comme l'*Humanité* interdit le 25 août 1939. Menacé en France en tant que communiste et Juif, Jean-Richard Bloch gagne avec son épouse l'URSS en avril 1941. A partir d'août 1941, il tiendra une chronique régulière dans les émissions en langue française de Radio-Moscou, se liera d'amitié avec Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch. Il reviendra en France début 1945, reprendra la direction de *Ce Soir*, reparu le 22 août 1944 lors de l'insurrection libératrice de Paris. Il sera élu en décembre 1946 Conseiller de la République (sénateur) communiste, mais décédera le 15 mars 1947 ;

² Frédéric Sérazin, alias Frédo, né le 7 mars 1906, militant syndical CGTU au début des années trente, adhérent du Parti communiste à partir d'avril 1936 chez Hispano-Suiza, secrétaire de cellule puis du comité d'entreprise,

puis de section, en remplacement de Raymond Losserand élu conseiller municipal, dans le cadre de la répression des actions de reconstitution clandestine du Parti communiste interdit en septembre 1939.

³ Frédéric Sérazin sera transféré en juin 1940 à la forteresse de Sisteron (Basses-Alpes, «de Haute-Provence») d'où il s'évadera en 1941. Revenu à Paris, arrêté à nouveau, condamné pour évasion à 4 mois de prison, détenu à la Conciergerie puis à Fresnes, interné, sa peine exécutée, à Chateaubriant puis à Voves en mai 1942, il s'évade à nouveau, gagne la Zone sud où il aura dans la Loire des responsabilités au Parti communiste clandestin. Capturé par la Milice à Saint-Etienne le 15 juin 1944, il est assassiné le même jour d'une balle dans la tête.

JACQUES BINGEN

Jacques Bingen naquit à Paris dans une famille juive d'origine italienne. Après des études secondaires au lycée parisien Janson-de-Sailly à Paris, bachelier avec mention en 1924 et 1925, il est reçu au concours d'entrée à l'École des mines de Paris en 1926. Ingénieur, il sera aussi diplômé de l'École des Sciences politiques. En 1929, il préside la section française à l'Exposition universelle de Barcelone.

Il effectuera en 1930-1931 son service militaire dans l'artillerie comme élève-officier de réserve.

Beau-frère de l'industriel de l'automobile André Citroën, qui a épousé en 1914 sa sœur aînée Georgina, il va en devenir l'un des plus proches collaborateurs. Après la mort de Citroën en 1935, il devient directeur de la Société anonyme de gerance et d'armement (en) (la SAGA). Parallèlement, Jacques Bingen est secrétaire du Comité central des armateurs.

Lieutenant de réserve, il est mobilisé en 1939 et sert en qualité d'officier de liaison auprès de la 51st (Highland) Infantry Division. Blessé à la cuisse par un éclat d'obus le 12 juin 1940, à Saint-Valery-en-Caux, il échappe à la capture en gagnant à la nage une barque de pêche qui le conduit à un dragueur de mines.

Débarqué à Cherbourg, il passe une journée à l'hôpital de la ville, puis trois jours à celui de Valognes avant d'être évacué par train sanitaire en direction du sud-ouest.

À La Rochelle le 20 juin, refusant l'armistice, il quitte l'hôpital et gagne par bateau Casablanca. De là, déguisé en pilote polonais, il parvient à Gibraltar le 2 juillet, caché sur un navire-école polonais.

Embarqué en convoi sur le *Har-Zion*, il atteint Liverpool le 18 juillet 1940 puis va à Londres se présenter au général de Gaulle le 23 juillet 1940, offrant ses services à la «France libre» naissante.

Sa compétence pour les affaires maritimes le conduit naturellement à prendre la direction des services de la Marine marchande de la France libre à Londres, créée - symbole de souveraineté - officiellement le 12 août 1940, et dont les bureaux vont être abrités par l'Amirauté britannique.

Après quinze mois à la tête des services de la marine marchande française libre, il démissionne le 1^{er} octobre 1941, en désaccord avec le vice-amiral Muselier, nommé le 25 septembre 1941 commissaire national à la Marine de guerre et à la Marine marchande du tout nouveau Comité national français.

Jacques Bingen signe alors un acte d'engagement dans les Forces françaises libres le 27 novembre 1941 et entre au commissariat national à l'Intérieur comme adjoint au chef du service «Afrique du Nord» (AFN). Il entrera au BCRA en août 1942 et s'occupera des liaisons civiles avec la France occupée. Début 1943, il prendra la direction de la section NM (Non Militaire) du BCRA et rencontrera en février

1943 Jean Moulin, venu à Londres.

Après l'arrestation de Jean Moulin le 21 juin 1943, il se portera volontaire pour aller en France aider Claude Bouchinet-Serreilles, successeur *ad interim* de Moulin à la tête de la Délégation générale du Comité Français de Libération Nationale (CFLN). Un avion *Lysander* de la RAF le dépose près de Tours dans la nuit du 15 au 16 août 1943 avec un ordre de mission le désignant comme délégué du CFLN en Zone sud, Bouchinet-Serreilles ayant la responsabilité de la Zone Nord.

Jacques Bingen (qui aura comme pseudonymes *Baudet*, *Cléante*, *Coridon*, *Necker*, *Reclus*, *Cadillac*, *Talbot*, *Rabeau*...) doit faire face à une situation très difficile. Après la mort de Jean Moulin, l'unité de la Résistance subsiste, mais beaucoup de mouvements souhaitent recouvrer une plus grande autonomie vis-à-vis de Londres et de ses directives. L'afflux aux maquis des réfractaires au STO pose des problèmes de ravitaillement, de financement, d'armement et d'encadrement. Enfin, le débarquement allié en France ne se produisant pas en 1943, la Résistance doit affronter un nouvel hiver de clandestinité et de lutte.

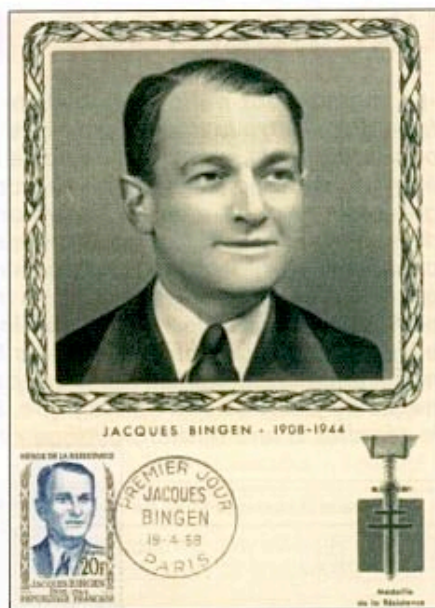
DELEGATION GENERALE DU CFLN

À partir d'octobre 1943, Jacques Bingen est officiellement adjoint, avec Serreilles, d'Émile Bollaert, délégué général du CFLN en France occupée. De décembre 1943 à avril 1944, il aura par intérim la responsabilité de la Délégation générale, avant de reprendre ses fonctions pour la Zone sud. Il jouera un rôle déterminant dans l'unification début 1944 des forces militaires de la Résistance (A.S., FTPF, ORA) dans les Forces françaises de l'intérieur (FFI).

Pour financer la Résistance en pleine croissance, il crée le COFI (Comité financier). Il réorganise ou soutient les diverses commissions liées au Conseil national de la Résistance : Comité des Actions immédiates, Comité d'action contre la déportation (C.A.D.), Comité des œuvres sociales de la Résistance (COSOR), confié au R.P. Pierre Chaillet, qui vient en aide aux familles des Résistants arrêtés et emprisonnés, Commission de la Production Industrielle, Commission du Ravitaillement, ainsi que le Noyautage des administrations publiques (NAP), chargé de préparer la relève administrative.

Le 15 mars 1944, Bingen, qui a assisté aux réunions du Bureau du CNR contribue, en liaison avec Georges Bidault, à l'adoption du programme du CNR, qui dessine les contours du pacte social et de la démocratie en France libérée.

À la suite du départ de Serreilles pour Londres et de l'arrestation d'Émile Bollaert le 3 février 1944, qui est remplacé par Alexandre Parodi en mars 1944 comme Délégué général, Jacques Bingen est ren-



voyé comme délégué en Zone Sud, en dépit des menaces qu'il sait peser sur lui. Il déclinera le 5 mai l'invitation à partir à Londres transmise par Lazare Rachline (Socrate).

Le 13 mai 1944 au matin, suite à la trahison d'un agent double belge de l'Abwehr, la Gestapo arrête en gare de Clermont-Ferrand Jacques Bingen, en route pour rencontrer Henry Ingrand, responsable régional du M.L.N., et l'emmène à son siège 2 bis avenue de Royat à Chamalières. Il réussit à s'échapper en assommant un des gardes chargés de sa surveillance, mais une employée de la Banque de France passant dans la rue indique son chemin aux poursuivants et il est repris. Craignant de révéler sous la torture les secrets importants de la Résistance qu'il détient, Jacques Bingen se donne la mort en avalant sa capsule de cyanure. Son corps n'a jamais été retrouvé.

Dans une lettre, la dernière reçue à Londres, il disait le 14 avril 1944 : «*J'écris ces lignes parce que, pour la première fois, je me sens réellement menacé et qu'en tous cas, ces semaines à venir vont apporter sans doute au pays tout entier et certainement à nous, une grande, sanglante et, je l'espère, merveilleuse aventure. Que les miens, mes amis, sachent combien j'ai été prodigieusement heureux pendant ces huit derniers mois...*».

Compagnon de la Libération à partir du 31 mars 1944 (décret du 10 janvier 1945), il est fait à titre posthume chevalier de la Légion d'honneur, et lui est décernée la Croix de Guerre 1939-1945 (2 citations).

Jacques Bingen est honoré par des rues à Paris (17^e arr^{dt}.), Hénil-Beaumont, à la Chapelle-Saint-Luc, Troyes, Dunkerque, un boulevard à Clermont-Ferrand, une place à Chamalières. Un Cargo porta son nom en 1945, de même qu'un Bateau à vapeur lancé en 1961. En 1958, un timbre à son effigie prit place dans la Série «Héros de la Résistance».

UNE POLITIQUE GENERATRICE DE MULTIPLES CONFLITS

«Le mouvement national-socialiste doit s'efforcer de faire disparaître le désaccord entre le chiffre de notre population et la superficie de notre territoire – celle-ci étant considérée tant comme source de la subsistance que comme point d'appui de la puissance politique – de supprimer aussi le désaccord existant entre notre passé historique et notre impuissance actuelle à laquelle il n'est point d'issue (...). Les frontières du Reich, en 1914, n'étaient rien moins que logiques. En réalité, elles ne regroupaient pas tous les hommes de nationalité allemande et elles n'étaient pas non plus nationales au point de vue stratégique. Elles n'étaient pas le résultat d'une action politique réfléchie, mais bien

des frontières provisoires, au cours d'une lutte nullement close (...).

«Nous autres nationaux-socialistes, nous devons nous en tenir d'une façon inébranlable au but de notre politique extérieure : assurer au peuple allemand le territoire qui lui revient en ce monde (...). Le territoire sur lequel les vigoureux enfants des générations de paysans allemands pourront un jour se multiplier, justifiera le sacrifice de nos propres enfants et absoudra les hommes d'Etat responsables, même persécutés par leur génération, du sang versé et du sacrifice imposé à notre peuple...». Adolf Hitler, *Mein Kampf*, 1925.



R. K. : Commissariats du Reich (Pays-Bas/Niederlande, Ostland/Bielorussie, Pays-baltés), NDH : Etat «indépendant» de Croatie. Type Ia : le «Grand Reich allemand» : la frontière en pointillé noir gras délimite l'Allemagne de 1937 et Danzig, en plus foncé les territoires annexés avant 1940 : l'Autriche (Ostmark), Danzig, Memel, le corridor de Danzig, la Posnanie ; en haché vers la gauche, le Protectorat de Bohême-Moravie. Type Ib : en haché vers la droite, les territoires annexés en 1940 et 1941 : à l'Ouest, Eupen et Malmédy (en Belgique de l'est), le Luxembourg, l'Alsace et la Moselle, et à l'est le district de Byalystok, la Styrie, la Carinthie et la Carniole du sud (au sud de l'Autriche en ex-Yougoslavie), en haché vertical, les zones d'opérations militaires quasi-annexées entre 1943 et 1945 : Alpenvorland (Sud-Tyrol), Adriatisches Küstenland (Frioul, Slovénie du sud et Istrie). Type III, en gris clair, les zones d'administration militaire (France, Belgique, Ukraine).

Ainsi, dès 1925, la politique expansionniste qui allait mettre à feu et à sang l'Europe, et causer la mort de plusieurs dizaines de millions de personnes était clairement annoncée par Hitler dans son livre-programme *Mein Kampf*.

Hitler s'inscrivait dans une tradition pangermaniste née au 19^e siècle et que le géographe allemand Otto Richard Tannenberg avait formalisé dans son livre, publié en 1911, «*La Plus Grande Allemagne*», dans lequel on peut lire «*Quelle situation pitoyable que la nôtre, si l'on considère que pas moins de 25 millions Allemands, c'est-à-dire 28 pour cent de la race vivent au-delà des limites de l'Empire allemand ! C'est là un chiffre colossal, et un fait pareil ne saurait se produire dans un autre Etat quelconque sans susciter*

la plus vive indignation de tous les citoyens et l'effort le plus passionné pour remédier au mal sans plus attendre (...). Qui pourrait empêcher 87 millions d'hommes de former un empire, s'ils en faisaient le serment...».

Tannenberg évoque la «race», une notion évoquée dès 1905 par un auteur autrichien, Joseph-Ludwig Reimer, qui avance dans son ouvrage «*Une Allemagne pangermaniste*» l'idée d'une supériorité de la race allemande de par ses apports culturels à ses voisins, s'inquiétant de la progression de la «dégérmannisation de la France», suggérant pour y remédier sa colonisation, en commençant par le Nord et l'Est, c'est-à-dire... la Lorraine, la Flandre française, l'Artois...

Après la Guerre, un écrivain allemand,

Hans Grimm, avec son roman à succès publié en 1926, *Volk ohne Raum* («Un peuple sans espace»), va populariser une notion apparue en Allemagne à la fin du 19^e siècle, celle d'«Espace vital», de *Lebensraum*, que développe un autre géographe allemand, Karl Haushofer, qui a parmi ses élèves un certain Rudolf Hess ; lequel va devenir le secrétaire d'Hitler lorsque celui-ci écrit *Mein Kampf*, lors de son incarcération à la forteresse de Landsberg. Haushofer rencontrera Hitler à plusieurs reprises.

Pangermanisme, théorie de la race supérieure, *Lebensraum*, trois piliers idéologiques – avec des préoccupations plus prosaïques d'appropriation de matières premières de terres agricoles, stratégiques – de la politique extérieure du 3^e Reich, dans laquelle les communautés allemandes à l'étranger, les *Volksdeutsche*, vont tenir une place importante.

Cette politique va avoir trois axes principaux : d'une part rapatrier dans les frontières du Reich ces communautés allemandes disséminées dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale (Autriche, Italie, Tchécoslovaquie, Pologne, Pays baltes, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Union soviétique...) et y organiser leur réinstallation.

Cela aura plusieurs conséquences : d'une part la volonté d'expansion territoriale du Reich s'appuyant sur de contestables références historiques, telle l'appartenance passée au Saint-Empire romain germanique, et sur la mise en avant de la notion de *Lebensraum* (espace vital) auquel tout peuple aurait besoin et – pour ce qui concerne le peuple allemand – droit ; elle avait servi à la fin du 19^e siècle d'abord à justifier l'expansion coloniale allemande hors d'Europe (Togo, Cameroun, Sud-ouest Africain, Tanganyika...) avant d'être utilisée pour faire de même pour le *Drang nach Osten* (la «Marche vers l'Est»), avec notamment comme objectif les vastes et riches terres d'Ukraine.

D'autre part, la volonté – dans un premier temps, avant que l'extension des frontières du Reich ne les y englobe sur place dans des territoires annexés (tels en premier l'Autriche puis les Sudètes) – de «rapatrier» en Allemagne des communautés germanophones – ou même simplement d'origine germanique – parfois présentes depuis plusieurs siècles dans leurs pays d'accueil. Ce sera le programme «*Heim ins Reich*» («Retour au Reich») lancé par Hitler en 1938.

Enfin, ce sera en conséquence une politique brutale de spoliation de terres et habitations pour faire de la place aux *Volksdeutsche* rapatriés, dont seront victimes, en premier lieu les Juifs, et nombre de Polonais ainsi que dans une moindre mesure de Tchèques, expulsés dans les zones non immédiatement annexées de leurs pays (Protectorat de Bohême-Moravie, Gouvernement général...) voire vers les terres de l'Est soviétique un temps occupées. S'y ajoutera une démarche de sélection parmi les populations conquises des «germanisables», selon des critères raciaux nazis pseudo-scientifiques, pouvant conduire à des rapt d'enfants enlevés à leurs parents pour les confier à des familles allemandes.

Pour des raisons certes idéologiques avançant le concept d'«aryanité», mais plus pragmatiquement au fur et à mesure que la poursuite de la guerre sera pour la Wehrmacht dévoreuse d'hommes, notamment de jeunes hommes, les nazis vont mettre l'accent sur la parenté ethnique qu'auraient avec les Allemands les Flamands, les Néerlandais, les Nordiques (Danois, Norvégiens, Suédois...), notamment pour trouver parmi eux des cadres pour leurs territoires occupés, des soldats de divisions SS telles que la *Viking*, la *Nordland*, la *Langemark*, la *Nederland*...

Pour plusieurs d'entre elles, les communautés allemandes d'Europe centrale et orientales ne seront pas rapatriées en totalité dans le Reich, du fait de l'ampleur des problèmes de réinstallation, du manque de temps avant que la Wehrmacht n'entame son recul et l'évacuation de territoires qu'elle avait conquis ou contrôlé, et parce qu'aussi elles seront instrumentalisées par les nazis entre 1933 et 1944 comme chevaux de Troie et moyens de pression dans les Etats où ils résident et sur leurs gouvernements.

Cette politique ne sera pas confinée à l'Europe. Ainsi les nazis s'intéresseront aux importantes communautés allemandes des Etats-Unis, où est fondé en 1936 le «*German American Bund*», qui organisera le 20 février 1939 à Madison Square Garden un meeting de 20 000 personnes lors duquel son Führer, Fritz Kuhn, s'en prendra au Président Roosevelt et à son *New Deal* (qu'il appellera «*Jew Deal*»), d'Amérique latine, notamment du Brésil et d'Argentine, ainsi que d'Afrique du Sud et de l'ex-colonie allemande du Sud-Ouest africain¹.

Plusieurs organismes et hiérarchies nazis – parfois concurrents – vont jouer un rôle important dans la mise en œuvre de la politique ethnique (*Volksumpolitik*) de «germanité» : organismes spécialisés, ministère des Affaires étrangères du Reich, Parti nazi (NSDAP)...

Le premier est le *Hauptamt Volksdeutsche Mittelstelle*, plus couramment appelé «*VoMi*», c'est-à-dire le «Bureau de liaison des Allemands de souche», qui prit en février 1937, du fait de son caractère inopérant au regard des objectifs nazis, la suite du *Volksdeutsche Rat* («Conseil populaire»)



À gauche, Polonais expulsés de Pologne annexée (*Reichsgau Wartheland*) pour faire de la place aux *Volksdeutsche*, à droite, Arthur Greiser (*gauleiter* du *Wartheland*) accueille en 1944 le millionième *Volksdeutsche*² réinstallé en Pologne.

mis en place dès l'automne 1933 par celui qui fut le second d'Hitler jusqu'en mai 1941, Rudolf Hess.

Le *VoMi*, sera dirigé de 1937 à 1945 par Wener Lorenz³, sous l'autorité d'Hitler, le chef de la SS, qui en octobre 1939 se fait nommer «*Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums*» (RKF ou RKFD), c'est-à-dire «Commissaire du Reich pour la consolidation de la nationalité allemande».

Disposant d'un budget important, le *VoMi* va s'occuper d'apporter une aide matérielle aux «rapatriés» pour leur voyage et leur réinstallation, il aura aussi pour compétence l'aide matérielle et culturelle aux communautés allemandes restées à l'étranger, qui s'accompagnera de la diffusion en leur sein de l'idéologie nazie.

Cet aspect de l'activité du *VoMi* entrera en synergie mais aussi en concurrence avec les services du NSDAP/AO, c'est-à-dire le parti nazi, ou plus exactement son *Auslands-Organisation* (AO), en français «Organisation de l'Etranger», fondée en 1931 par Grégor Strasser⁴, et qui sera dirigée par Ernst Wilhelm Bohle. Le NSDAP/AO s'attachera, dans plus d'une trentaine de pays d'Europe mais aussi d'Amérique du Nord et du Sud, d'Afrique, d'Asie et même en Australie, où existent des communautés allemandes plus ou moins grandes, à fédérer les divers groupes nazis en un seul parti rattaché étroitement à l'autorité du NSDAP du Reich. A la fois pour assurer une cohérence mais aussi pour éviter des comportements locaux pouvant nuire aux relations diplomatiques du Reich avec tel ou tel pays, compliquant ainsi la relation avec le personnel diplomatique allemand en poste.

Ayant aussi mis en œuvre en Ukraine un *Einsatzgruppe*, pour «nettoyer» ethniquement des territoires colonisables, et ayant été impliqué dans les criminels programmes de sélection génétique du *Rasse-und Sieglundshauptamt* (RuSHA), le «Bureau de la race et du peuplement», le *VoMi* aura aussi pour ces raisons des comptes à rendre au Tribunal de Nuremberg.

¹ Seront ainsi «réinstallés» entre 1939 et 1944 en Pologne annexée 250 000 *Volksdeutsche* venant d'Union Soviétique (dans ses frontières d'avant 1939), 206 000 des Pays Baltes, 214 000 de Roumanie (y compris la Bessarabie et la Bukovine du Nord), 161 000 de Pologne non annexée Gouvernement général, Volhynie, Galicie, 36 000 de Yougoslavie.

² Membre du Parti nazi depuis 1929, de la SS depuis 1931, il est nommé à la tête de la *VoMi* directement par Hitler en 1937. Il sera condamné le 10 mars 1948 par le Tribunal de Nuremberg à 20 ans de prison ; et sera libéré en... 1955. Il décédera en 1974 en R.F.A.

³ Grégor Strasser, présenté avec son frère Otto comme représentant de l'aile «gauche» du NSDAP sera assassiné le 30 juin 1934 lors de la «Nuit des longs couteaux» qui vit l'élimination physique de Rohm et de chefs de la S.A.

L'ANNSCHLUSS...

Pour avoir été la plus spectaculaire, parce que consacrant l'absorption d'un Etat indépendant en cause l'ordre européen né des traités ayant mis fin à la Première Guerre mondiale – Versailles avec l'Allemagne (juin 1919), Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche (septembre 1919), Neuilly avec la Bulgarie (novembre 1919), Trianon avec la Hongrie (juin 1920), Sèvres avec l'Empire ottoman (août 1920) – l'annexion (*Anschluss* en allemand) de l'Autriche – qui devient l'*Ostmark* du Reich – par l'Allemagne le 13 mars 1938, spécifiquement interdite par le Traité de Versailles, n'a pas été la première étape de la mise en œuvre du Projet hitlérien.

Celle-ci avait eu lieu deux ans après l'arrivée d'Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933. Et été la conséquence du référendum sarrois – certes prévu par une disposition du Traité de Versailles – qui, le 13 janvier 1935, donna 90,7% des voix aux partisans du rattachement au Reich de ce territoire de la Sarre, séparé de l'Allemagne et confié économiquement et politiquement pour 15 ans à la France, notamment à titre de réparations de guerre ; référendum dans la préparation duquel les nazis déployèrent une propagande effrénée, une démagogie ultranationaliste et des menaces contre leurs adversaires (voir le *Journal de la Résistance* n°1324-1325/1326 du 1^{er} trimestre 2018).

Le succès de cette propagande, de cette démagogie ultranationaliste mais aussi l'absence de réaction concertée de la part des signataires du traité de Versailles, dont la passivité sera réitérée un an plus tard lorsqu'Hitler décida le 7 mars 1936 de remilitariser la Rhénanie, remilitarisation elle aussi formellement interdite par le Traité de Versailles, vont l'inciter à mettre en œuvre le projet d'*Anschluss* de l'Autriche écarté en 1919.

Le cheval de Troie de l'opération sera le parti nazi autrichien, qui connaît une progression importante, passant de 112 000 voix aux élections législatives de 1930 à 230 000 voix lors d'élections partielles de 1932. Interdit en 1933, il tentera le 25 juillet 1934 un coup d'Etat qui fera 270 morts, dont le Chancelier Dolfuss assassiné.

La passivité franco-britannique lors de la remilitarisation de la Rive gauche du Rhin conduit Hitler à accentuer la pression sur le successeur de Dolfuss, le chancelier Schuschnigg : le 12 février 1938, il exige la levée de l'interdiction du parti nazi et la nomination de son chef, Arthur Inquart, au poste de ministre de l'Intérieur.

Schuschnigg tentera d'obtenir l'appui du peuple autrichien par référendum sur l'indépendance du Pays ; sous la menace d'intervention militaire immédiate du Reich, il doit y renoncer, et démissionner le 11 mars.

Le 12 mars, la Wehrmacht entre en Autriche...

(Voir le *Journal de la Résistance* d'avril à juin 2018)

¹ Le *German American Bund*, qui regroupera 25 000 membres dont 8 000 S.A., en uniforme, sera interdit en décembre 1941 quand les USA entreront en Guerre.

² Actuelle Namibie. Le Sud-Ouest africain a alors le statut de Territoire sous mandat de la Société des Nations, confié à l'Afrique du Sud, 9 500 colons allemands y sont restés.

1938 : LA «CRISE DES SUDETES» S'EXACERBE

La désintégration en 1918 de l'Empire austro-hongrois laissera hors de l'Autriche proprement dite d'importantes populations germanophones, telles celles implantées dans l'ancien Royaume de Bohême (Bohême et Moravie) intégré depuis 1526 à la monarchie des Habsbourg. Majoritairement peuplé de Slaves tchèques, il avait été, du fait de l'opposition des Allemands et des Hongrois soucieux de préserver leur prédominance dans l'Empire austro-hongrois, exclu du compromis de 1867 plaçant sur un pied d'égalité Allemands d'Autriche et Magyars du Royaume de Hongrie.

Lors de la Première Guerre mondiale, Tchèques et Slovaques seront mobilisés dans les armées allemandes et austro-hongroises mais, recrutées parmi les prisonniers ou les émigrés, vont être formées en Russie, en France et en Italie des Légions de volontaires tchécoslovaques, dont une centaine de milliers combatta à côtés des Alliés.

En 1917, les dirigeants nationalistes tchèques – Tomáš Masaryk et Edvard Beneš ainsi que slovaque, Milan Štefánik – créent le «Conseil national tchécoslovaque». L'indépendance de la Tchécoslovaquie est officiellement proclamée à Prague le 28 octobre 1918, deux semaines avant l'écroulement final austro-hongrois.

La disparition de l'Autriche-Hongrie et la naissance de l'Etat autrichien – à qui va être interdit toute fusion avec l'Allemagne – vont à la fois poser le problème de ses frontières et le statut des Allemands qui se trouveront situés en dehors. En premier lieu pour ceux de Bohême qui forment sur son pourtour une zone de peuplement plus ou moins continue et dense de 3 à 3,5 millions d'habitants. En 1918-1919, ils affichent leur volonté de rejoindre l'Autriche.

Ainsi la *Deutschesüd-mähren* (Moravie allemande du Sud) veut se rattacher au Land autrichien de Basse-Autriche, le *Böhmerwaldgau* (Région des forêts de Bohême) à celui de Haute-Autriche ; à l'Ouest et au Nord, la *Deutscheböhmen* (Bohême allemande) et au nord-est, dans les monts Sudètes, en Moravie du Nord et en Silésie autrichienne, le *Sudeteland* – qui donnera son nom à l'ensemble des régions germanophones de Bohême-Moravie – firent un choix de même nature.

Entre le 29 novembre et le 18 décembre 1918, les troupes tchécoslovaques reprirent par la force des régions sécessionnistes. Le 4 mars 1919, la répression de manifestations à Karlsbad (Karlovy-Vary), Eger (Cheb), Reichenberg (Liberec) fit 54 victimes.

3 millions environ de germanophones en Bohême-Moravie vont devenir citoyens du nouvel Etat. Au sein de cette communauté dite des «Sudètes» va persister un sentiment irrédentiste et rattachiste, exprimé notamment par le *Deutschnationale Partei* (DP) et le *Deutsch nationale-sozialistische Arbeiter Partei* (DNSAP), coexistant avec une volonté de s'intégrer au nouvel Etat en préservant une identité culturelle spécifique. Ce qu'expriment le *Bund der Landwirte* (agriculteurs), le *Deutsche Christliche-Sozial Volkspartei* (Social-chrétien) et le *Deutsche sozialdemokratische Arbeiterpartei in der Tschechoslowakischen Republik* (social-démocrate,

DSAP)¹ qui, jusqu'en 1938, participeront à plusieurs Gouvernements à Prague.

Le Parti communiste tchécoslovaque (*Komunistická strana Československa-KS* en tchèque, *Kommunistische Partei der Tschechoslowakei-KPTSch* en allemand), «multiethnique», est influent parmi les Allemands des Sudètes, région minière et industrielle².

La communauté germanophone³ possède ses municipalités, ses écoles, lycées et collèges, ses quotidiens... Ses partis spécifiques sont représentés au parlement par 75 à 85 députés, d'autres Allemands étant élus des partis nationaux.

La situation va se tendre à partir de 1929, la crise économique mondiale faisant croître le chômage dans les Sudètes, et l'essor du nazisme en Allemagne y rencontrant un écho grandissant. Le 21 octobre 1933, le gouvernement tchécoslovaque dissout les deux partis – le DP (7 députés élus en 1929) et le DNSAP (8) – s'étant radicalisés dans un pan-germanisme pro-nazi.

Mais, le 1^{er} octobre, à Eger, ville frontalière, Konrad Henlein avait fondé le «Front Patriotique des Allemands des Sudètes» (*Sudetendeutsche Heimatfront*), devenu le *Sudetendeutsche Partei (SdP)* pour participer aux élections de mai 1935, lors desquelles il recueille 1 256 000 voix (15,18% au plan national, 68% des germanophones sudètes), faisant élire 44 des 75 députés sudètes ; 32% des électeurs sudètes ont voté pour les autres partis (100 000 pour les communistes).

Fort de son succès électoral, de ses 400 000 membres, bénéficiant de subsides du parti nazi, le SdP va radicaliser son discours. «Dopé» aussi par la réussite le 12 mars 1938 de l'*Anschluss* de l'Autriche, Henlein, au congrès du SdP en avril suivant à Karlsbad, présente un programme en 8 points revendiquant l'indépendance des Sudètes.

Le SdP va créer le 17 septembre 1938 une formation paramilitaire, le *Sudetendeutsche Freikorps (SdFK)*, des armes sont venues clandestinement d'Allemagne, des sabotages, des attaques de gendarmerie, de douanes ont lieu. Le gouvernement de Prague va réagir, proclamant la Loi martiale, la mobilisation de l'armée, dissolvant le SdP, faisant intervenir la Garde d'Etat (*Stráž obrany státu, S.O.S.*) avec le concours de la R.W. et des communistes sudètes. A la frontière, Hitler menace...

Mais, à Munich le 30 septembre, le sort de la Tchécoslovaquie va basculer... (Voir en page 1).

ANTIFASCISTES DES SUDETES

Des Sudètes annexés, où la répression s'abat sur les communistes, les sociaux-

démocrates, les Juifs..., plusieurs dizaines de milliers d'antifascistes s'exilent vers la Bohême intérieure ; d'où 20 000 seront... renvoyés en Allemagne ; la moitié y prenant le chemin des camps de concentration nazis. 7 000 s'exileront en Grande-Bretagne, en Suède...

Pour autant, la Résistance antifasciste des Sudètes au pays perdurera : 185 groupes de Résistance seront recensés, tels à Karlovy-Vary (Carlsbad) le groupe «Meerwald» avec une vingtaine de cellules locales ou, dans le nord de la Bohême, le groupe «Waltra» qui organisa des sabotages d'usines d'armement, de chemins de fer, aida des prisonniers russes. Des Sudètes participant à la lutte armée, la Wehrmacht envoya fin 1944 une unité anti-partisans en Bohême du Nord...

Dans l'exil aussi, des Allemands des Sudètes continuèrent le combat antifasciste : Karl Kreibich⁴ dirigeant, député puis sénateur communiste jusqu'en 1938, exilé à Londres en octobre après les Accords de Munich, y représentera à partir de 1941 le PCT au Conseil d'Etat tchécoslovaque en exil, créé par l'ex-président Beneš.

À partir d'octobre 1941, depuis la région d'Oufa en URSS, la station «*Sudetendeutschen Freiheitsender*», animée par Léopold Grünwald, ancien secrétaire communiste du Syndicat des libres-penseurs tchécoslovaques, avec à ses côtés Emmi Effenberger-Dölling, (ancienne responsable de la Jeunesse communiste tchécoslovaque), va émettre à destination des Allemands des Sudètes.

Wenzel Jaksch, ancien président du DASP social-démocrate, animateur d'un groupe d'un millier de membres, s'isola – notamment de Beneš – en prônant pour l'après-guerre soit un Etat allemand des Sudètes, soit une autonomie au sein d'une Fédération d'Europe centrale.

L'Histoire fut après 1945 toute autre : avec l'aval des Alliés, plus de 2,5 millions d'Allemands des Sudètes, considérés par les Tchèques comme ayant été une «5^e colonne» nazie, furent expulsés vers l'Allemagne ; environ 200 000 «antifascistes» allemands purent rester en Tchécoslovaquie.

Pour Léopold Grünwald, «l'expulsion des Allemands des Sudètes de Tchécoslovaquie était justifiée par une prétendue culpabilité collective [...] Sur les nombreux faits qui réfutent cette légende – la Résistance antifasciste dans les Sudètes occupées – rien n'est devenu connu (...). Le nombre de victimes de la Résistance au régime nazi était beaucoup plus grand par rapport à la population des Sudètes qu'en Allemagne ou en Autriche (...) L'ampleur du mouvement de Résistance dans la Région des Sudètes, était plus élevée que dans les autres pays germanophones».

¹ En octobre 1926, le DSAP avait créé une structure paramilitaire en uniforme, la *Rote Wehr* («Défense rouge», qui prendra en 1935 le nom de *Republikanische Wehr* («Défense républicaine», R.W.), nom devenu officiel en 1937 quand le gouvernement de Prague décida de donner des armes aux antifascistes allemands des Sudètes. La R.W. sera forte de 8 500 membres, regroupés en 65 sections.

² Jusqu'à l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, il se prononcera pour l'autodétermination des Sudètes.

³ Des Allemands vivent dans les autres régions de Bohême-Moravie, dont la capitale Prague, qui abrite une université et un institut technique germanophones.

⁴ Kreibich a été à l'origine de la formation du premier Parti communiste en Tchécoslovaquie, le «PCT (Branche allemande)», qui le représentera au 3^e congrès de l'Internationale communiste et qui fusionnera avec le PC Tchéque en novembre 1921 dans le PC Tchécoslovaque unifié. Après-guerre, Kreibich sera ambassadeur tchécoslovaque en URSS.

«LES ALLEMANDS DES CARPATHES» EN SLOVAQUIE

S'auto-désignant *Karpatendeutsche* en allemand, appelés *Karpatiski Nemci* en slovaque, les près de 150 000 germanophones vivant en Slovaquie dans l'entre-deux guerres – dont une cinquantaine de milliers dans la capitale Bratislava et sa région, une quarantaine de milliers d'autres dans la région du Hauerland et presque autant dans celle de Zips – sont les descendants d'immigrés germaniques venus dans la Région depuis l'an 1000, appelés au fil des siècles par les rois de Hongrie comme artisans, mineurs, commerçants, fondant au 18^e siècle des colonies forestières...

Comme d'autres communautés minoritaires, ces immigrés bavarois, saxons... ont été au 19^e siècle l'objet d'une politique de déculturation pour délaisser l'allemand au profit de l'usage de la langue hongroise, la Slovaquie dépendant du Royaume de Hongrie au sein de l'empire austro-hongrois.

Dans le nouvel Etat tchécoslovaque, la minorité germanique va sur le plan politique – outre par le vote pour des partis tchécoslovaques – être représentée de manière spécifique par le *Zipserdeutsche Partei* fondé en mars 1920, qui va s'intégrer en 1924 à la «Communauté de travail des Partis allemands en Slovaquie» (*Arbeitsgemeinschaft in der Slowakei*) avec le «Parti National Allemand», la Ligue des Fermiers... et fera, de 1925 à 1939, élire Andor Nitsch au parlement de Prague.

En juillet 1928 est créé à Bratislava le «Parti des Allemands des Carpathes» (*Karpatendeutsche Partei – KdP*), présidé par Roland Steinacker jusqu'en 1933, puis par Desider Alexy jusqu'en 1935, et de 1935 à 1938 par Franz Karmasin.

Sous la direction d'Alexy, le *KdP* va entamer un rapprochement avec le *Sudetten Heimatsfront – Sudetendeutsche Partei (SdP)* pro-nazi que dirige dans les pays tchèques Konrad Henlein. Aux élections parlementaires de 1935, en alliance étroite avec le *SdP*, le *KdP* fera élire au Sénat de Prague Sigmund Keil et à l'Assemblée nationale de Prague Franz Karmasin. Le *SdP* n'aura cependant recueilli qu'environ 30 000 voix dans la communauté allemande de Slovaquie, au sein de laquelle les partis conservateurs traditionnels et les communistes ont une influence notable.

En novembre 1935, l'union organique qui rassemble le *KdP* et le *SdP* prend le nom de *Sudetendeutsche und Karpatendeutsche Partei*, Karmasin étant nommé adjoint de Henlein pour la région des Carpathes en Slovaquie. Le parti sera renforcé par le retour en Slovaquie de jeunes des écoles germanophones de Bohême-Moravie, notamment de l'université de langue allemande de Prague, qui confortent son influence au sein des communautés allemandes de Slovaquie centrale.

Le *KdP* sera, comme le *SdP* des Sudètes, interdit le 16 septembre 1938 à la veille de la Conférence de Munich. Il

va renaître à son lendemain, le 8 octobre, sous le nom de *Deutsche Partei (DP)*, ouvertement national-socialiste, avec à sa tête Franz Karmasin, portant le titre de *Volksgruppenführer* et qui par ailleurs restera un temps membre du Parlement de Prague, au titre des députés germanophones non originaires des Sudètes.

Le *DP*, qui fera élire le 18 décembre 1938 deux députés au Landtag (Assemblée de l'autonomie slovaque) de Bratislava, dont Karmasin, se dotera d'une aile paramilitaire, la *Freiwillige Schutztaffel*, d'une organisation de jeunesse, la *Deutsche Jugend*, adoptera la croix gammée, le *Horst-Wessel-Lied* comme hymne.

En septembre 1939, l'Etat slovaque, complice du démembrement en mars précédent de la Tchécoslovaquie par Hitler, participera à l'attaque nazie contre la Pologne.

En 1940, dans l'Etat Slovaque «indépendant», protectorat allemand de fait dans lequel la communauté germanophone va jouir d'une autonomie, trois sièges de la Diète (parlement) lui étant réservés, Franz Karmasin, «Führer» des Allemands de Slovaquie, va entrer au Gouvernement comme Secrétaire d'Etat. En 1942, une loi précisera qu'il est le seul membre du Gouvernement sur lequel l'autorité de Josef Tiso ne s'exerce pas.

En juillet 1944, Karmasin, qui a obtenu le grade de *SS-Sturmbannführer* (commandant), inquiet des activités croissantes des partisans, va prendre, avec l'accord de l'ambassade d'Allemagne, l'initiative de créer, à partir de la *Freiwillige Schutztaffel*, une formation supplétive des *Waffen-SS*, la *SS-Heimatschutz Slowakei*.

Forte de 8 000 Allemands de Slovaquie, elle va, après la défaite du Soulèvement National Slovaque (*SNP*, du 29 août au 28 octobre 1944) contre le régime fasciste de Tiso et l'intervention militaire allemande dans le pays, participer aux côtés des troupes nazies et de la Garde *Hlinka* des fascistes slovaques à une féroce répression contre les insurgés (dont 300 Allemands des Carpathes) et les populations civiles qui les avaient appuyés.

Cette compromission avec la répression des dirigeants nazis de leur communauté conduira dans leur majorité les Allemands de Slovaquie à fuir en 1945 vers l'Ouest, devant l'avance de l'Armée rouge.

Après-Guerre, condamné à mort par contumace par un tribunal tchécoslovaque, Frank Karmasin, ayant réussi à se réfugier en Allemagne de l'Ouest, y vivra sous le nom de Franz Didak. Il y codirigera une association d'extrême-droite, le *Witkibund*, rassemblant des originaires allemands des Sudètes et de Slovaquie.

Ayant dès 1939 appelé à prendre des mesures contre les Juifs, Karmasin sera mis en cause en 1961 lors du procès Eichmann pour l'avoir pressé de mettre en œuvre la déportation des Juifs de Slovaquie.



LA RUTHÉNIE

ou UKRAINE SUBCARPATHIQUE

L'une des quatre régions constitutives – avec la Bohême, la Moravie-Silésie et la Slovaquie – du nouvel Etat tchécoslovaque, formé fin octobre 1918 et reconnu internationalement en septembre 1919, située à l'extrémité orientale du pays et accédant à une autonomie renforcée après les «Accords de Munich» de fin septembre 1938, l'Ukraine subcarpathique, peuplée d'environ 800 000 habitants, dont 60 % de Ruthènes, a dû, suite à l'Arbitrage de Vienne les ayant suivis, abandonner à la Hongrie une partie méridionale de son territoire, peuplée de magyarophones.

Le gouvernement autonome mis en place fin 1938 va être présidé par Avgustyn Volosyn, un prêtre grec-catholique qui avait milité en 1919 pour l'insertion de la Ruthénie au sein de la Tchécoslovaquie et qui sera entre 1925 et 1939 député du Parti national-chrétien ruthène au parlement de Prague.

Lors des élections au *Soim* (parlement ruthène) le 12 février 1939, la liste d'unité de l'Union Nationale Ukrainienne (U.N.O.) va recueillir 92 % des voix et faire élire ses 32 candidats, dont Anton Ernst Oldofredi, chef du *Deutsche Volksrat* («Conseil du peuple allemand»), l'appellation locale du Parti national-socialiste au sein de la petite communauté germanique d'une douzaine de milliers de personnes. La faiblesse de cette communauté n'empêchera pas Oldofredi d'être sous-secrétaire d'Etat au sein du Gouvernement ruthène, et d'y être le relais de... Berlin.

Lorsque Hitler décide le 15 mars 1939, en instrumentalisant le nationalisme slovaque, de détruire l'Etat Tchécoslovaque, Avgustyn Volosyn, comme le fait Tiso en Slovaquie, proclame, en sollicitant la protection d'Hitler, l'indépendance de la «République de Carpatho-Ukraine», un Etat de 800 000 habitants sur 20 000 km².

Cette protection sollicitée, Volosyn ne l'obtiendra pas et, dès le 17 mars, les troupes hongroises envahissent le pays, l'occupant après deux à trois jours de combats, Volosyn se réfugiant à Prague. Le 23 mars, la Hongrie annexe la Ruthénie à laquelle une autonomie très restreinte sinon factice est accordée ; s'en suivra une répression qui fera 27 000 victimes, et conduira plus de 75 000 Ruthènes à se réfugier en URSS.

Le *Deutsche Volksrat* carpatho-ruthène s'intégrera au *Volksbund* des Allemands de Hongrie.

«MOURIR POUR DANTZIG ?»

L'auteur de cette question, publiée le 4 mai 1939 à la Une du quotidien *L'Œuvre*, est alors député d'une formation dite de gauche modérée, l'Union socialiste républicaine (USR). Marcel Déat est un ancien ministre de l'Air du dernier gouvernement – Sarraut – d'avant l'avènement du Front populaire¹. Il affiche un pacifisme intégral face aux revendications d'Hitler.

Dantzig, en ce printemps 1939 est une cité-Etat au passé historique, ancienne capitale du duché médiéval de Poméranie, port fortifié, l'une des villes hanséatiques avec Lubeck, Brême et Hambourg au XIV^e siècle. Ville libre jusqu'en 1793, elle fut annexée par la Prusse. Lors des guerres napoléoniennes, la ville – alors peuplée de 60 000 habitants – fut assiégée du 19 mars au 24 mai 1807 par les troupes françaises commandées par le maréchal Lefebvre² et, ayant capitulé, redevint ville libre sous contrôle français. Dépôt de vivres, armes, munitions, fourrages et habillements pour la Grande Armée lors de la campagne de Russie la garnison française de la ville, sur le trajet de la retraite de Russie, aura à subir un nouveau siège du 20 janvier 1813 au 2 janvier 1814, capitulant aux mains des Russes.

En 1815, la ville perd son statut de ville libre et redevient prussienne. En 1878, elle devient capitale de la province de Prusse-Occidentale, province dont la population urbaine (Dantzig, Marienburg, Marienwerder, Thorn, Culm...) est en majorité allemande, tandis que la population rurale est souvent polonaise ou kachoube³.

Bien qu'elle n'ait pas été affectée par les opérations militaires de la Première Guerre mondiale, son statut va profondément changer à son issue, conséquemment aux dispositions du Traité de Versailles qui, en juin 1919, rétablit en droit international l'existence étatique indépendante de la Pologne, disparue depuis 1813 avec la chute du Grand-duché de Varsovie, création napoléonienne et allié de l'Empire français.

Le traité de Versailles, qui acte la défaite de l'Allemagne impériale, dont

le territoire jusqu'en 1918 s'étendait à l'Est de manière ininterrompue depuis l'embouchure de l'Oder jusqu'aux rives du Niémen et à la ville de Memel, englobant la Prusse-Orientale, la Prusse-Occidentale, la Posnanie, et la Poméranie, va redessiner les frontières régionales ; notamment pour assurer à la Pologne un accès à la mer.

Ainsi est créé autour du port de Dantzig (en allemand *Danzig*, en polonais *Gdansk*, en kachoube *Gdunsk*) un territoire de 1950 km² peuplé d'environ 400 000 personnes, à 95 % de langue allemande, dont environ la moitié dans la ville même, séparé de l'Allemagne, à l'Ouest par un étroit accès direct de la Pologne à la mer Baltique, le «Corridor polonais», et à l'Est par une frontière avec la province restée allemande de Prusse-Orientale, ayant pour capitale Königsberg.

Ce territoire, ce sera, entre 1919 et 1939, la «Ville libre de Dantzig» (*Freie Stadt Danzig*, en allemand, *Wolne Miasto Gdansk* en polonais), placée sous la protection de la Société des Nations (SDN)⁴, représentée à Dantzig par un Haut-Commissaire.

LA «VILLE LIBRE DE DANTZIG»

La «Ville libre» aura une citoyenneté, un drapeau, un hymne national, une monnaie, le gulden, des timbres-poste, une station de radio, une immatriculation spécifique, un aéroport ouvert en 1923...

Toutefois, la délivrance de passeports et la protection diplomatique des citoyens de la ville est confiée à la Pologne, qui contrôle dans la ville l'espace portuaire disponible pour ses échanges extérieurs.

Nommé par le Conseil de la SDN, le Haut-Commissaire, garant de la Constitution de la «Ville libre», résidant à Dantzig, va avoir notamment pour mission de veiller à ce que les droits des minorités soient respectés, que les aspirations allemandes de réannexion soient contenues, que la constitution soit respectée, que les tensions s'apaisent...

Le 16 mai 1920 se tinrent les premières élections – en l'occurrence constituantes – des 120 membres du *Volkstag* (parlement) de Dantzig. Le «Parti National du Peuple Allemand» (*Deutscher Nationaler Volksverein*, DNVP, 28,2 % des voix, 34 élus), de droite nationaliste et conservatrice, fut en tête, suivi du «Parti social-démocrate indépendant» (*USPD*, 17,45 %, 21 députés), de la gauche socialiste, du



Parti social-démocrate (*SPD*, 15,93 %, 19 élus), du *Zentrum*... centriste (13,88 %, 17 élus) ; deux autres partis «allemands» totalisèrent 18,57 % des voix et 22 députés ; le Parti polonais, 6,08 % des suffrages, eut 7 élus.

Maire de Dantzig depuis le 25 février 1919, Heinrich Sahm, devint Président du Sénat de Dantzig le 7 décembre 1920, c'est-à-dire le chef d'Etat de la Ville libre, et le restera jusqu'au 9 janvier 1931. Centriste sans appartenance partisane, attaché à maintenir le caractère allemand de Dantzig, opposé à l'extension des compétences de la Pologne dans le territoire et de sa présence militaire – un dépôt de munitions protégé – sur la péninsule de la Westerplatte, il sera cependant ouvert à l'amélioration des relations avec son voisin, en 1929, il enverra une délégation économique en URSS...

Les élections du 18 novembre 1923, verront l'élection de 33 candidats du *DNVP*, (26,98 %), de 30 sociaux-démocrates de l'*USPD* (24,12 %), de 15 centristes (*Zentrum*, 12,61 %), de 11 communistes (*KPD*, 9,09 %), formation nouvelle s'étant séparée le 28 janvier 1921 des Sociaux-démocrates.

Celles de 1927 mettront en tête les Sociaux-démocrates du *SPD* (33,79 %, 42 sièges), suivis du *DNVP* (19,59 %, 25 sièges), du *Zentrum* (14,27 %, 18 sièges) et du *KPD* (6,40 %, 8 sièges).

La crise de 1929 va exaspérer les populations, tant la polonaise que l'allemande, au sein de laquelle le parti nazi (*NSDAP*) local va connaître une influence grandissante. A l'été 1930, Hermann Göring viendra lui apporter son appui, et suscitera l'arrivée à sa tête, le 24 octobre suivant, d'Albert Forster, entré en 1923 dans la S.A. Les nazis vont s'en prendre aux Juifs, aux socialistes, aux communistes.

Le scrutin du 16 novembre 1930 se déroulera après une réforme constitutionnelle ayant réduit à 72 le nombre de membres du *Volksrat*. Bien que le *SDP* reste en tête avec 25,25 % des voix et 19 députés, le fait important du scrutin va être l'entrée au Parlement de la «Ville libre» du *NSDAP*, qui obtient 16,40 % des voix et 12 députés⁵ ; le 10 janvier 1931, Ernst Ziehm, du *DNVP*, est élu Président du Sénat

¹ Rallié au Front populaire, il ne fut pas réélu en 1936. Dénonçant «un bellicisme antiallemand», il sera réélu député à Angoulême en 1939 au nom d'un «Rassemblement anticommuniste». Votant les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, rallié à la collaboration avec l'Allemagne nazie, il fondera l'un des principaux partis collaborateurs, le «Rassemblement national populaire» (RNP). Ministre du Travail et de la Solidarité nationale du gouvernement Laval du 16 mars au 19 août 1944, il suivra Laval et Pétain à Sigmaringen et sera membre de la «Commission gouvernementale» pétainiste en exil. Se réfugiant le 3 mai 1945 au nord de l'Italie, il s'y cachera jusqu'à son décès le 5 janvier 1955. Il avait été condamné à mort par contumace en France en juin 1945.

² Le maréchal François-Joseph Lefebvre fut fait par Napoléon Duc de Dantzig.

³ Kachoubes ou Cachoubes : ethnie linguistiquement proche mais distincte des Polonais.

⁴ Société des Nations (SDN) : ancêtre de l'O.N.U., créée le 10 janvier 1920 et basée à Genève. Elle sera impuissante face aux principales crises de l'entre-deux guerres.

à la place de Sahrn. Le 25 Janvier, des affrontements opposent nazis et communistes.

Mais, le tournant majeur pour l'avenir de la «Ville Libre de Dantzig» intervient 4 mois après l'arrivée d'Hitler et du Parti nazi au pouvoir en Allemagne : lors des élections du 28 mai 1933, le NSDAP de Dantzig recueille 107 331 voix, soit 50,12 % des suffrages et 38 des 72 sièges du *Volksrat*⁶...

Hermann Rauschnig, riche propriétaire terrien, conservateur ayant rejoint le parti nazi en 1932, est élu Président du Sénat le 20 juin 1933. Mais, en désaccord avec Forster qui exigeait qu'il fasse arrêter les prêtres catholiques hostiles aux nazis, qu'il applique une législation antisémite et qu'il supprime les autres partis politiques, il démissionnera le 23 novembre 1934 de son poste de Président puis du parti nazi. Et sera remplacé le 23 novembre 1934 par Alfred Greiser, membre du parti nazi depuis 1929 et de la SS depuis 1931.

Les élections du 7 avril 1935 seront... les dernières : le NSDAP gagna 32 000 voix et avec un score de 59,31 % fit élire 43 des 72 députés, bien que Hermann Rauschnig, ait appelé à voter contre les nazis ; les sociaux-démocrates gardèrent 16 % des voix et 12 sièges, le *Zentrum* 13,41 % des voix et 10 sièges. Le Parti communiste, interdit depuis le 28 mai 1934 mais ayant pu présenter des candidats sous le nom de «liste Plenikowski»⁷, recueillit 3,37 % et eut 2 élus.

Le 26 juin 1936, Forster mettra en cause l'utilité du Haut-Commissaire, le 4 juillet Greiser, terminant son discours à Genève devant la SDN en faisant le salut nazi, demandera la fin de la protection internationale.

Le 21 octobre 1937, le *Zentrum* est dissous... Le 21 novembre 1938, les lois antisémites de Nuremberg sont introduites à Dantzig, en janvier 1939, un millier de Juifs sont déportés vers l'Allemagne en wagons plombés. Le 20 avril 1939, rendant visite à Hitler, Forster lui offre un certificat de citoyen d'honneur de Dantzig, le 28 avril, Hitler déclare au Reichstag que «Dantzig est une ville allemande et veut revenir à l'Allemagne».

En juin 1939, le Sénat de Dantzig, contrôlé par les nazis, autorise la création d'une force armée sous le contrôle de la SS, la *SS-Heimwehr*, le 20 juillet 1939, la police arrête sociaux-démocrates

et communistes. Le 23 août, remplaçant Greiser, Forster devient «*Staatsoberhaupt*» (Chef de l'Etat).

La Pologne va refuser les propositions allemandes d'incorporation de Dantzig et du «Corridor polonais» au Reich contre la promesse d'autoroute extraterritoriale et d'accès au Port garanti.

Le 1^{er} septembre 1939, à 4 h 48 du matin, le navire-école allemand *Schleswig-Holstein*, en visite, ouvrit le feu sur les positions polonaises du *Westerplatte* défendues par 182 soldats et 27 civils armés, subissant cinq minutes plus tard l'assaut de la *SS-Heimwehr* de Dantzig (1 500 hommes).

La première bataille de la Seconde Guerre mondiale avait commencé, elle va durer jusqu'au 7 septembre, la garnison polonaise – ayant eu une vingtaine de tués et 53 blessés – quittant avec les honneurs la *Westerplatte* à 11h45.

Dans la ville, ce même 1^{er} septembre 1939, les nazis dantziens vont attaquer le Commissariat général de Pologne et arrêter le Commissaire Marian Chodacki, molester des postiers et douaniers polonais. Dernier Haut-commissaire de la SDN à Dantzig depuis le 13 avril 1937, le suisse Carl Burckhardt est averti par les nazis qu'il dispose de deux heures pour de quitter ce 1^{er} septembre Dantzig, dont l'annexion au Reich est officialisée. Forster, devient chef de l'administration civile du territoire, annexé le 26 octobre à la province de Prusse-Occidentale.

Parallèlement à l'attaque nazie à Dantzig, la Wehrmacht était aussi passée à l'offensive contre la Pologne en Poméranie pour s'emparer du «Corridor de Dantzig». Cette agression conduit la France et la Grande-Bretagne à déclarer le 3 septembre la Guerre au Reich. Les premiers morts de la Seconde Guerre mondiale sont tombés à... Dantzig.



En souvenir du combat de la *Westerplatte*

LE TERRITOIRE DE MEMEL

La fin de la Première Guerre mondiale s'accompagna de la disparition des grands empires : allemand, austro-hongrois, russe et ottoman, avec l'émergence de nouveaux Etats, avec la redéfinition des frontières, source de conflits plus ou moins durables de l'entre-deux guerres. C'est dans ce contexte que va être formé, par décision du Traité de Versailles, le «Territoire de Memel» (*Memeland* en allemand, *Klaipėdos kraštas* en lituanien), autour du port balte de Memel/*Klaipėda*, entre le nouvel Etat lituanien – qui le revendique comme débouché naturel – et la province allemande de Prusse-Orientale.

Le Territoire est une bande de 140 km de long et de 20 km de large au nord du fleuve Niémen, jusqu'à son débouché sur la mer. Sa capitale, Memel, regroupe un gros tiers des 145 000 habitants du territoire, dont 59 000 Allemands, 38 000 «*Memmeliens*» germanophones et favorables au rattachement à l'Allemagne et 37 000 Lituaniens.

Le Territoire va être placé en 1920 sous l'administration internationale du Conseil des ambassadeurs, ayant à sa tête un Haut-commissaire français (Dominique Odry, puis Gabriel Petisné) appuyé par un petit contingent militaire français. Durant cette période, qui s'achèvera le 9 janvier 1923 par l'invasion militaire du territoire par la Lituanie et le départ le 15 janvier des 250 militaires et du Haut-commissaire français, avait grandi l'idée d'un «Etat Libre», qui n'aboutira pas. La Conférence des Ambassadeurs reconnaît le 16 février 1923 l'annexion lituanienne sous réserve du maintien d'une autonomie régionale (parlement local, deux langues officielles, citoyenneté spécifique...)

Les premières élections en 1925 voient la victoire des partis germanophiles et autonomistes, qui remportent 24 des 29 sièges du parlement local. Un résultat semblable en 1927, 1930 et 1932, même si le Parti communiste (*Arbeiterpartei*) remporte 3 sièges et les sociaux-démocrates 2 sièges, alors que les partis «allemands» ont évolué à la fin des années trente vers des positions pro-nazies, qui s'affirmeront après l'arrivée d'Hitler au pouvoir en janvier 1933. Ainsi, lors des élections de 1935 puis de 1937, la liste unifiée qu'ils ont formée recueillera 81,2 % puis 87,2 % des voix...

Le Parti nazi de Memel était apparu en tant que tel lors des élections municipales de mai 1933. Des octobre 1933, Ernst Neumann, un vétérinaire à la tête d'une autre formation nazie (*SVVOG*), et qui va devenir le chef des nazis locaux, avait exigé que les lois antisémites nazies de Nuremberg soient appliquées dans le territoire. Le gouvernement lituanien – engagé dans une politique de «lituanisation» – tenta de réagir : le 13 juillet 1934, les formations nazies sont interdites, plusieurs de leurs dirigeants sont arrêtés. Condamné à 12 ans de prison, Neumann ne sera libéré – sous la pression allemande – que le 15 février 1938.

En décembre 1938, Neumann sera reçu par Hitler qui l'informa de sa volonté d'annexer Memel en mars ou avril suivant. Début 1939, Neumann ordonne la formation d'un corps paramilitaire de «chemises brunes», l'«Organisation pour la Sécurité publique des Allemands de Memel»...

De passage à Berlin le 20 mars 1939, Juozas Urbys, ministre lituanien des Affaires étrangères, y reçoit – sous menace d'intervention militaire immédiate – un ultimatum exigeant la cession de Memel au Reich ; ce que le gouvernement lituanien est contraint d'accepter. Le territoire de Memel fut incorporé au Reich le 22 mars 1939, la loi de «Réunification» fut signée ce jour par Hitler sur le cuirassé *Deutschland* en route vers le port de Memel. Le 1^{er} avril 1939, le territoire – dont l'usage du nom *Memeland* est désormais prohibé – est intégré à la Prusse-Orientale.

Commence alors la répression nazie, contre les Juifs – 9 000 début 1939 – qui n'avaient pas émigré auparavant par précaution, expulsés de l'ex-territoire, contre les Lituaniens restés sur place, contre les communistes, les syndicalistes...

⁶ Le *Zentrum* recueillant 15,28% et 11 sièges, le DNVP 13,11% et 10 sièges, le KPD : 10,21% et 7 sièges
⁷ SPD : 17,69% des voix, 13 députés, KPD : 6,8%, 5 sièges, DNVP : 5,35%, 4 députés, Partis polonais : 2 sièges.

⁷ Depuis 1921 branche séparée du KPD allemand, le KPD-Dantzig avait environ 800 membres en 1930 et publiait un quotidien, *Die Rote Fahne des Ostens*, et les journaux *Das Freie Volk* et *Danziger Arbeiterzeitung*. Anton Plenikowski, député au *Volkstag* depuis 1923, émigra en 1937 en Suède, où il fut un temps interne. Après-guerre, il fut député à la *Volkskammer* de la RDA et suppléant du Comité central du S.E.D. Il décéda en 1971.

EUPEN ET MALMEDY



En jaune foncé, les cantons d'Eupen et Saint-With, en vert celui de Malmédy. Les timbres de l'annexion

La région dépendait jusqu'à la fin du XVIII^e siècle de la principauté abbatiale de Stavelot, des duchés du Limbourg et du Luxembourg. En 1795, annexée par la France révolutionnaire, elle est intégrée au département de l'Ourthe, et y restera jusqu'à la chute de l'Empire napoléonien en 1815, devenant partie de la Rhénanie prussienne jusqu'en... 1918.

En 1919, le Traité de Versailles place Eupen, Malmédy et Saint-With en Belgique, sous réserve du résultat positif d'un référendum dont les modalités d'organisation en 1920 susciteront les protestations des germanophones pro-allemands ; l'annexion à la Belgique deviendra définitive en 1925.

En janvier 1929 naît le *Christliche Volkspartei*, parti pro-allemand dont le dirigeant Joseph Dehottay – qui anime aussi le *Heimatbund* (Front de la Patrie) – sera expulsé vers l'Allemagne et déchu de sa nationalité en 1935, année de création du *Heimattreue Front*.

Aux élections de 1936, le *Heimatbund* appellera à voter pour le *Heimattreue Front* (Front patriotique), dont l'appel au vote blanc sera fortement suivi tandis que le Parti catholique recueillera 53 % des suffrages exprimés, le P.O.B. (socialiste) 12,7 %, le parti rexiste fascisant 26,4 %. Aux élections communales du 16 octobre 1938, le *Heimattreue* obtient la majorité à Eupen, 4 sièges sur 9 à Saint-With, 4 sur 11 à Malmédy ; aux législatives suivantes en 1939, il obtiendra 45,1 % des voix, les catholiques 38,6 %.

10 mai 1940, la Wehrmacht passe à l'attaque contre la Belgique : les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-With sont conquis dès les premières heures. Dès le 18 mai, Hitler annonce leur intégration au Reich, leurs habitants recevront le 23 septembre 1941 la nationalité allemande. De ce fait, 8 700 hommes seront mobilisés dans la Wehrmacht, beaucoup malgré eux, ce seront les *Zwangsoldaten* (« enrôlés de force »), 3 400 seront tués ou portés disparus.

Sur une population d'environ 63 000 habitants, le NSDAP nazi, dans lequel se fonde le *Heimattreue Front*, recrute 7 000 membres.

Eupen et Malmédy seront libérés le 11 septembre 1944 par la 1^{re} Infantry Division américaine. Des comptes seront demandés à 25 % de la population locale sur leur attitude durant l'Occupation, 2,41 % seront condamnés.

LE NORD SLESVIG



En rouge vif, le nord-Slesvig attribué au Danemark

Jusqu'en 1864, les duchés du Schleswig (*Slesvig* en danois) et du Holstein, situés au nord de l'Elbe en Allemagne du nord et qui, tout en ayant fait partie du Saint-Empire Romain Germanique, dépendaient de la couronne danoise jusqu'à la guerre germano-danoise de 1864.

Après 1867, ils vont faire partie de la province du Schleswig-Holstein du Royaume de Prusse (qui entamera un processus de germanisation du Schleswig) et seront intégrés après 1871 avec lui au sein de l'Empire allemand dont ils partageront le sort, notamment la défaite de 1918 qui conduira à la redéfinition des frontières de l'Allemagne.

Ce sera le cas au Schleswig/Slesvig, à la population mélangée, danoise, allemande et frisonne. Ce qui nécessitera, pour délimiter en 1920 la frontière germano-danoise, le recours à des référendums locaux qui aboutiront à rattacher le Slesvig du nord, avec une minorité allemande de l'ordre de 25 000 à 30 000 personnes, au Royaume du Danemark.

Un Parti nazi danois sera fondé en 1930, le DNSAP (*Danmarks Nationalsocialistiske Arbejderparti*), dirigé par Frits Clausen, qui, fort en 1939 de 5 000 membres, obtiendra 1,8 % des voix et 3 députés sur 149. Il sera favorable en 1940 à l'occupation du Danemark sans pour autant remettre en cause la frontière avec le Reich ; et ce à la différence du *Nationalsozialisten Deutsche Arbeiter-Partei Nordschleswig* (NSDAP-N), créé en 1935 par Jens Møller, militant pour le retour du Nord-Slesvig au Reich.

Le 9 avril 1940, le Danemark sera envahi par la Wehrmacht, mais le pays conservera son roi et un gouvernement semi-autonome jusqu'en 1943. Contrairement aux aspirations d'une partie de la minorité germanophone, le Nord-Slesvig restera danois ; et même après la prise de contrôle totale du Danemark par le Reich le 29 août 1943, la frontière issue du Traité de Versailles ne sera cependant pas remise en cause. Ce sera une unique exception...

Toutefois, 1 500 membres de la minorité allemande se seront enrôlés en 1941 dans le « Corps franc Danemark » de la *Waffen-SS*, et 2 958 germanophones du Nord Slesvig seront après la guerre condamnés pour collaboration avec les nazis.

CARINTHIE - STYRIE



C : Carinthie, S : Styrie, U.C. : Haute Carniole, L. : Istrie, G : Goricka, L.C. : Basse Carniole, I.C. : Carniole intérieure, P : Prekmurje

Le démembrement de l'Autriche-Hongrie hongroise à l'issue de la Première Guerre mondiale conduisit à la formation d'Etats nouveaux, tels l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie... Ce qui va générer des problèmes conflictuels de délimitations de frontières et de minorités.

Tel a été le cas de l'Autriche avec son voisin méridional, le « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes » (Yougoslavie), en Carinthie, Carniole et Styrie, provinces slovènes où cohabitaient Allemands et Slovènes et que sépara entre les deux pays le Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, confirmé par le plébiscite du 10 octobre 1920.

Les Allemands se trouvant ainsi à l'intérieur de la Slovénie sont, selon les partisans du rattachement à l'Autriche, de l'ordre de 25 000 en Basse-Syrie, et de 1 500 en Carniole et Carinthie du sud. Le recensement yougoslave de 1931 avancera le chiffre de 25 054 pour les 3 régions concernées. La revendication pro-autrichienne avait été portée avant le plébiscite de 1920 par le *Kärntner Heimatdienst*, elle le sera après par le *Kulturbund*, dont le « Führer » néonazi sera Wilhelm Lempeter.

Le 6 avril 1941, l'Allemagne et l'Italie, avec l'appui hongrois, attaqueront la Yougoslavie. Deux jours plus tard, la Wehrmacht entrait à Maribor (Marburg), capitale de la Basse-Syrie où résidait une forte minorité allemande qui l'accueillit avec enthousiasme, les membres armés du *Kulturbund* local ayant occupé des bâtiments officiels, arrêté des Slovènes.

La Slovénie va être partagée entre l'Italie, l'Allemagne et la Hongrie. Les Allemands occuperont la Basse-Syrie, la Haute-Carniole et la Basse-Carinthie, soit 10 261 km² et 799 000 habitants.

Visitant Maribor dès le 27 avril 1941, Hitler ordonnera : « Faites que ce pays redevienne un pays allemand ! » : la regermanisation des *Volksdeutsche* de Slovénie passera par celle des toponymes et patronymes, l'enseignement obligatoire en allemand, l'envoi de fonctionnaires du Reich, la formation de l'« Alliance patriotique styrienne » (*Steirische Heimatbund*) et de l'« Alliance populaire carinthienne » (*Kärntner Volksbund*) qui intégreront les membres du *Kulturbund*, l'expulsion en masse de Slovènes. Les *Volksdeutsche masculins* de 18 à 45 ans, devenus citoyens allemands, seront inclus dans l'organisation paramilitaire *Wehrmannschaft*.

L'ALSACE ET LA MOSELLE

«La France qui, soit dit en passant, nous a volé l'Alsace-Lorraine...». Cette affirmation se trouve dans *Mein Kampf*, publié en 1925 et qui deviendra le livre-référence du régime nazi ; son auteur est...Adolf Hitler. Quinze ans plus tard, elle prendra une résonance particulière...

«L'Alsace-Lorraine», ce sont les actuels départements alsaciens du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, ainsi que lorrain de Moselle, séparés de la France vaincue à l'issue de la guerre franco-allemande de 1870-1871.

Seront ainsi annexés par l'Empire allemand après la signature du Traité de paix de Francfort le 10 mai 1871, les deux départements alsaciens (sauf l'extrême sud du Haut-Rhin resté français et qui deviendra le Territoire de Belfort), en Moselle les arrondissements de Sarreguemines, Metz, Thionville et 11 communes de l'arrondissement de Briey, en Meurthe les arrondissements de Sarrebourg (moins 9 communes) et Châteauneuf-Salins, dans les Vosges, les cantons de Saales et Schirmeck ; les parties non cédées des départements de Moselle et de Meurthe formeront le département de Meurthe-et-Moselle.

Le respect de la délimitation linguistique, entre les parlers germaniques alsaciens et lorrains, employés notamment dans les zones populaires et rurales, les villes – telle Metz – et la bourgeoisie étant largement francophones, et les parlers français, n'a pas été strict. Des impératifs stratégiques – éloigner la frontière du Rhin – et économiques – la France va ainsi perdre 20% de son potentiel minier et sidérurgique – ont été pris en compte dans la formulation des exigences allemandes lors de la négociation du Traité de Francfort. La France va ainsi perdre 14 470 km² et 1 597 000 habitants.

Une clause du traité va donner aux Alsaciens-Lorrains inclus dans les territoires cédés à l'Allemagne la possibilité de conserver la nationalité française, sous réserve qu'ils quittent la région avant le 1^{er} octobre 1872 : choix que feront environ 160 000 «optants». En Lorraine annexée, il y a près de 40 % de francophones ; c'est le cas des 40 000 habitants de Metz, plus de la moitié vont «opter»...

«ELSASS-LOTHRINGEN»

Jusqu'à sa disparition en 1918, l'Empire allemand est un assemblage d'États (royaumes de Prusse, Bavière, Wurtemberg et Saxe, Grand-duchés tel celui de Bade, principautés, duchés, villes libres telles Hambourg, Lübeck et Brême...) dominés par la Prusse, dont le roi est aussi Empereur d'Allemagne.

L'Alsace-Lorraine annexée va être non un État mais un «Territoire d'Empire», le *Reichsland Elsass-Lothringen*, placé sous l'autorité des organismes centraux de l'Empire et de l'Empereur, représentés sur place par un *Reichsstatthalter* (gouverneur) résidant à Strasbourg. Doté après 1874 d'un *Landtag* (parlement régional), le territoire enverra 15

députés au Reichstag (parlement) de l'Empire.

Cinq élections auront lieu entre 1874 et 1887, donnant entre 87,5% et 97,8% aux partis régionalistes «protestataires». Les élections suivantes traduiront une insertion dans les institutions impériales mais, à celles de 1912, les régionalistes recueilleront encore 46,5% des voix, le SPD social-démocrate 31,8%. Le 31 mai 1911, le *Reichsland* deviendra un land à part entière.

LE RETOUR A LA FRANCE

L'Armistice du 11 novembre 1918 consacrant la défaite de l'Empire allemand marque une nouvelle étape : comme à Metz, Haguenau, Colmar, Thionville..., à Strasbourg, en écho au mouvement révolutionnaire d'Allemagne, un «soviet» de soldats et marins alsaciens issus de l'armée impériale est constitué autour d'un mot d'ordre préfigurant de futurs débats : «ni Allemands ni Français ni neutres, le drapeau rouge a triomphé». Il flottera sur la cathédrale !

L'entrée le 22 novembre 1918 des troupes françaises à Strasbourg met fin au «Conseil» de la ville, annulant ses mesures sociales, le 26 novembre le maréchal Foch entre à Metz.

S'ouvre alors une période difficile, liée notamment à une identité affirmée depuis plus de 40 ans dans et souvent contre l'Empire allemand, à des traditions particulières, à un concordat avec l'église qui n'a pas connu la loi de 1905 de séparation d'avec l'État, à des lois sociales plus avancées, à l'importance des dialectes à côté d'un enseignement germanisé, à des institutions politiques propres qui devront s'effacer devant les lois françaises...

La vie politique régionale va intégrer en plus des traditionnels clivages entre les différentes nuances de la gauche, du centre et de droite, entre mouvement ouvrier et couches possédantes, entre cléricaux et laïcs, la question du statut, de l'autonomie, exprimée par des partis spécifiques. En 1926 est fondé l'*Elsass-Lothringer Heimat Bund*, qui réclame l'autonomie complète. En 1927 Karl Roos crée le *Landespartei* (Parti du Pays).

Aux élections de 1936, sur 16 sièges, sont élus un communiste (Daul), un autonomiste laïc (Dalhet), deux ex-communistes autonomistes du KP-O, (Charles Hueber et Jean-Pierre Mourer), et, parmi les 12 élus du parti catholique UPRA, deux autonomistes (Rossé et Sturmel) ; des autonomistes devenant de plus en plus sensibles au discours nazi.

La guerre déclarée, dès le 1^{er} septembre plus de 300 000 Lorrains des zones frontalières, les Strasbourgeois et les habitants d'une zone de 5 km de large le long du Rhin sont évacués. Le 26 octobre 1939, Karl Roos, convaincu d'espionnage, est condamné à mort (il sera exécuté en février 1940), le 31 octobre, les députés autonomistes Joseph Rossé, Marcel Sturmel et Jean-Pierre Mourer ainsi que d'autres autonomistes, sont internés à Nancy.

La «Drôle de guerre» se terminera le 10 mai 1940 par l'offensive de la Wehrmacht qui, victorieuse aboutira à l'armistice du 22 juin 1941 plaçant l'Alsace-Moselle dans



la zone occupée, la livrant de fait à Hitler, à l'annexion au Reich.

L'ANNEXION

Les nazis vont cependant avoir pour souci de ne pas reconstruire le *Reichsland* ayant existé entre 1871 et 1918 et dont l'intégration à l'Empire n'avait jamais été complète.

Ainsi, Robert Wagner, Gauleiter du *Gau Baden* (Pays de Bade) va être nommé Gauleiter d'Alsace, laquelle va être intégrée le 18 octobre suivant avec le *Gau Baden* au *Gau Baden-Elsass* qui va devenir le *Gau Oberhein* (Rhin supérieur) avec pour capitale Strasbourg.

En Moselle, Josef Bürckel, gauleiter du *Gau Saar-Pfalz* (Sarre-Palatinat), est lui nommé le 7 août 1940 chef de l'administration civile du département, qui va être associé au *Gau Saar-Pfalz* pour former le *Gau Westmark* ayant pour capitale Sarrebruck.

Dans les trois départements, la langue allemande devient obligatoire et le français interdit, sont effacées les inscriptions françaises sur les rues, les enseignes de magasin, les pierres tombales..., le port du béret est prohibé ! Les noms et prénoms sont germanisés.

L'encadrement de la population se fera d'abord par le biais d'organisations spécifiques, préparatoires à l'adhésion au Parti nazi qui s'implante dans les trois départements annexés.

La «Communauté du peuple allemand de Lorraine» (*Deutsche Volksgemeinschaft in Lothringen* - DVG), dont le siège est situé à Metz à l'ex-préfecture, a été mise en place à l'été 1940 par le Gauleiter Bürckel. L'adhésion au départ volontaire devra bientôt obligatoire pour ceux que les nazis jugeront «dignes». Il sera de même pour l'«*Opfering Elsass*» (Cercle de l'offrande) en Alsace, qui ne regroupera en juin 1944 que 145 000 membres.

Les garçons seront embrigadés dans la *Hitlerjugend*, obligatoire à partir de janvier 1942, et les filles dans le *Bund der Deutscher Mädel*. Il y aura aussi obligatoire à partir de 1941 le *Reichsarbeitsdienst* (RAD), le service du travail, le *Kriegshilfsdienst* pour les filles, les associations professionnelles allemandes, à l'adhésion obligatoire ou fortement «conseillée», etc.

Wagner et Bürckel auront pour cette politique le concours de nombre de dirigeants «autonomistes» de l'entre-deux guerres.

¹ Certaines sources évoquent des chiffres allant jusqu'à plus de 400 000. Beaucoup de ces «optants» s'installent autour de Belfort et Nancy, beaucoup d'autres s'établissent aussi dans les départements français d'Algérie.

Ainsi, avec le titre de *Landesleiter*, l'adjoint de Bürckel, à la tête de la DVG en Lorraine, est Eugène Foulé, ancien conseiller général de Grostenquin, lequel, nommé maire de Sarreguemines, germanisant son nom en 1941 en Eugen Fullé, entrera au parti nazi en 1943, le chef du bureau du personnel est Josef Staub, ancien conseiller général de Sarralbe de 1928 à 1940 ; l'ancien député Jean-Pierre Mourer (Hans-Peter Murer) est nommé *Kreisleiter* de Mulhouse, Robert Ernst maire de Stasbourg...

RESISTANTS D'ALSACE-MOSELLE

La politique de germanisation, le travail forcé, l'embrigadement, la répression nazie (arrestations, déportations, exécutions), la mobilisation forcée à partir d'août 1942 dans la Wehrmacht – et même parfois la SS –, et l'envoi des filles en Allemagne pour servir la défense antiaérienne, mais aussi des traditions démocratiques ont suscité une Résistance active tant en Alsace qu'en Moselle.

Ainsi dès septembre 1940, à Strasbourg, des jeunes de 14 à 18 ans, dont des enfants de chœur de la maîtrise de la cathédrale, créent «La Main Noire» qui, dès octobre, trace sur les murs des croix de Loraine avant de passer à l'action armée ; le 8 mai 1941 est lancée une grenade sur la voiture du gauléiter Wagner... Le groupe est démantelé entre le 20 mai et le 28 juillet 1941, ses chefs, Marcel Weinum et Ceslav Sieradzki seront exécutés. En septembre 1940 aussi, des Elèves de l'École professionnelle de Metz créent l'«Espoir français»...

Tant en Alsace qu'en Moselle, le Parti communiste clandestin, particulièrement visé par la répression sera très actif, le cheminot Georges Wodli membre du Comité central, le réorganisera avec pour adjoint Georges Mattern, et sera en liaison avec le «groupe Mario» qu'anime en Moselle l'instituteur Jean Burger et qui regroupera plusieurs centaines de membres. Georges Wodli, arrêté le 30 octobre 1942, sera assassiné le 1^{er} avril 1943 au camp de Schirmeck, Jean Burger, arrêté le 21 septembre 1943, torturé, déporté à Dachau puis Auschwitz, mourra le 3 avril dans une annexe du camp de Dora.

Il y aura en Moselle le réseau d'évasion d'Hélène Studler, religieuse de Metz, le gauléite «Groupe Dehran», le «Groupe Mission Lorraine», d'autres encore... Et en Alsace le réseau «Famille Martin» à Colmar, le Réseau «Kléber-Uranus» en Haut-Rhin, le Réseau «Martial» à Thann, le «Front de la Jeunesse d'Alsace» à Strasbourg... Du 11 novembre 1940 au 19 novembre 1944 paraîtront 37 numéros du journal clandestin l'Alsace...

La répression sera sévère : il y aura plusieurs dizaines de fusillés, 1 800 personnes furent internées, notamment au camp de Schirmeck, 5 800 déportées, 2 960 ne revinrent pas...

² Eugène Foulé est condamné à 5 ans de travaux forcés le 20 décembre 1945, Staub sera condamné en 1947 à 15 ans de prison et sera libéré en 1951, Jean-Pierre Mourer sera condamné à mort le 28 février 1947 et exécuté le 10 juin suivant. Ernst, arrêté en 1945 et condamné le 13 janvier 1954 à 8 ans de prison, sera libéré le jour même, ayant déjà effectué sa peine. De 1945 à 1947, les tribunaux de Metz et Sarreguemines condamneront 910 collaborateurs.

ET LA BOURGOGNE... !

«Même une fois la guerre terminée, la France devra payer un lourd tribut, car c'est elle qui la déclara et la commença. Elle est maintenant retournée à ses frontières de 1500. Cela signifie que l'ancienne Bourgogne va faire partie du Reich»³. Joseph Goebbels exprimait ainsi le 26 avril 1942 les projets nazis, en faisant appel à des réminiscences historiques approximatives quant à l'appartenance de la Bourgogne au Saint-Empire Romain germanique, dont la frontière englobera un temps la Flandre française, l'Artois, la Lorraine...

De fait, sous la direction de Wilhelm Stuckart, secrétaire d'Etat, le ministère de l'Intérieur du Reich nazi avait rédigé en juin 1940 un mémorandum⁴ sur l'annexion du Nord et de l'Est de la France au nord d'une ligne partant de l'embouchure de la Somme et rejoignant le lac de Genève, concernant en tout ou partie une douzaine de départements. Le 10 juillet 1940, Himmler, pour évaluer son potentiel de germanisation, visita la région dans laquelle il projetait l'implantation d'un million d'Allemands, notamment d'«optants» venus du Tyrol du sud.

Deux mesures vont préfigurer ce projet. D'une part les départements du Nord et du Pas-de-Calais vont être rattachés au Haut-commandement militaire allemand de Bruxelles et non à celui de Paris, d'autre part la mise en place de la *Nord-Ost-Linie* (Ligne nord-est), ou «*Fürher Linie*», partant de l'embouchure de la Somme et englobant la moitié nord du département de la Somme, les 2/3 nord de celui de l'Aisne, l'essentiel de celui des Ardennes, la Meuse, la Meurthe-et-Moselle, les Vosges, la moitié Est de la Haute-Marne, la Haute-Saône, le Doubs et des franges du Jura, de la Côte-d'Or, de la Marne ; une «Ligne» qu'on ne pourra franchir qu'avec un laissez-passer «*Ausweis*» et qui servira à empêcher le retour des 650 000 personnes évacuées lors de l'exode de mai 1940, tout particulièrement celui des paysans.

Prétextant l'abandon des terres et du bétail qui en résulte et les nécessités de nourrir l'armée d'occupation, les autorités d'occupation vont en confier la gestion à des administrateurs placés sous la houlette de la Société «*Ostland*» créée en février 1940, à qui vont être concédés 170 000 ha concernant 11 300 exploitations principalement dans les Ardennes (110 000 ha), l'Aisne, la Meuse et la Meurthe-et-Moselle, des terres seront distribuées à des Allemands de la Sarre et du Palatinat. L'*Ostland* – qui prendra en mai 1942 le nom de *Reichsland* – fera venir aussi des civils polonais et leurs familles.

Le 4 octobre 1946, une ordonnance du général de Gaulle organisera la restitution des biens saisis.

³ The Goebbels diaries 1942-1943, p. 189. Editions Hamish Hamilton, 1948.

⁴ Ce mémorandum fut longtemps considéré comme perdu... Mais son original, signé de la main de Stuckart pour Hitler, fut retrouvé au milieu des années 1960 à la... Harriet Irving Library de Fredericton, au Nouveau-Brunswick canadien.

LE LUXEMBOURG

Ancien duché du Saint-Empire Romain Germanique, annexé en 1795 par la France révolutionnaire et formant jusqu'en 1814 le «Département des Forêts», le Luxembourg retrouvera son indépendance étatique en 1815, et deviendra après 1867 un Etat à la neutralité affirmée.



Le 2 août 1914, l'Armée allemande se justifiant par la nécessité de soutenir son offensive contre la France en Lorraine envahit le Luxembourg, qui gardera durant cette occupation jusqu'en 1918 sa souveraineté, son gouvernement, son parlement et ses partis. L'attitude conciliante de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde à l'égard de l'occupation allemande l'amènera à devoir abdiquer le 15 janvier 1919 en faveur de sa sœur Charlotte.

Dans l'entre-deux guerres, les échos du nazisme arrivés en 1933 au pouvoir en Allemagne, ainsi que les discours sur la germanité et la supériorité de la race aryenne, n'auront qu'un écho limité au Luxembourg : Albert Kreis, un jeune de 18 ans, tentera en septembre 1936 de créer la *Luxemburger Volksjugend*, imitation de la *Hitlerjugend* qui n'aura qu'un faible succès, de même que le *Luxemburger National Partei* de même idéologie. La *Luxemburger Gesellschaft für Deutsche Literatur und Kunst* (GEDELIT), Société luxembourgeoise de littérature et d'art allemands, dirigée à partir de 1935 par Damian Kratzenberg, un professeur d'université national-socialiste qui, en avançant son «germanisme» linguistique plaidera l'intégration du Grand-Duché dans le Reich.

Le 10 mai 1940, alors que commence l'offensive de la Wehrmacht contre les Pays-Bas, la Belgique et la France, le Luxembourg est occupé par les forces nazies. La Grande-duchesse Charlotte et quatre des cinq ministres du Gouvernement, ainsi que 40 000 Luxembourgeois, se réfugient en France...

Dès le 17 mai est fondée à Luxembourg sous la présidence de Kratzenberg la *Volksdeutsche Bewegung* (VdB), qui à son apogée aura 84 000 adhérents dont 5% l'étant volontairement, et va être l'auxiliaire de la germanisation du pays, placé dès le 6 août 1940 sous l'autorité de Simon, le gauléiter nazi de Trèves, et prenant le nom de *Moseland* le 9 février 1941.

Dès l'été 1940, l'allemand devient la seule langue officielle, le 31 janvier 1941 tous les noms, prénoms, noms de rue, et de magasins doivent être germanisés, le 30 août 1942 le service militaire dans la Wehrmacht est instauré.

Plus de 3 500 appelés sur 10 200 se cacheront dans les fermes, fuiront en Suisse ou en France... 10 000 Patriotes participeront à la Résistance.

À la Libération, Kratzenberg sera un des 12 collaborateurs exécutés le 11 octobre 1946. 2 000 autres seront condamnés.

SUD-TYROL LES «VOLKSDEUSTCHE»

En avril 1915, l'Italie qui, avant le début du conflit, avait été intégrée dans une «Triple alliance» avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, était restée à l'écart du conflit. Mais, conséquence d'un pacte secret signé à Londres avec la France et la Grande-Bretagne lui donnant des assurances de gains territoriaux en cas de victoire, notamment dans la zone alpine, région alors austro-hongroise, elle va changer de camp et rejoindre la «Triple entente» formée par la Grande-Bretagne, la France et la Russie.

Le traité de Saint-Germain-en-Laye, signé le 10 septembre 1920, qui acte la Paix entre l'Autriche et les Alliés victorieux, repousse vers le nord la frontière avec l'Italie, jusqu'au col du Brenner, présentée comme étant une frontière naturelle ; ce qui place le sud de l'ancien comté germanique du Tyrol en Italie, bien que la population germanophone et ladine¹ ait souhaité être rattachée à l'Autriche.

Dans le territoire, rebaptisé *Venezia Tridentina*, le régime fasciste, arrivé au pouvoir en Italie en octobre 1922, développe une politique d'italianisation, des patronymes et des toponymes, interdit l'enseignement de l'allemand, son usage dans l'administration, et favorise l'immigration d'Italiens du Sud... S'y oppose parmi la communauté germanophone le «*Völkischer Kampfring Südtirols*» (VKS) créé en 1934, pronazi.

La neutralité de Mussolini lors de l'Anschluss de l'Autriche en mars 1938, puis son appui lors de la conférence de Munich en octobre suivant à la revendication d'Hitler sur les Sudètes tchèques, va conduire le dictateur nazi à abandonner toute revendication sur le Tyrol du sud.

Un accord germano-italien signé en 1939 donne à la minorité germanophone la possibilité de quitter le Sud-Tyrol pour s'installer dans le Reich et les territoires polonais conquis, où des facilités d'installation leur seront données. 166 486 (86%) feront ce choix, ce seront les «*Optanten*», que seuls 75 000 concrétiseront. Ceux qui décident de rester seront les «*Dableibern*».

Au sein de la communauté germanophone va naître une organisation de Résistance à cet accord, le «*Andreas Hofer Bund*», de 30 à 40 membres, animé par Hans Egarter, secrétaire de la Jeunesse catholique, qui entrera en contact avec les partisans italiens et les Alliés.

Après la chute de Mussolini, les Allemands occupent le Sud-Tyrol en septembre 1943 et le rattachent au gau du Voralberg autrichien. Aidés par la SOD (*Sicherheit Ordnung Dienst*), la police locale sud-tyrolienne, ils restaurent la langue allemande dans les emplois publics, l'école, la presse, les patronymes, les toponymes.

Le «*Deutsche Volksgruppe*» sud-tyrolien aura jusqu'en 1945 pour *führer* Karl Tinzl et les jeunes seront enrôlés dans la Wehrmacht ; 8 000 tomberont dans ses rangs...

EN HONGRIE

En 1918, la Hongrie était avec l'Autriche et avant son effondrement un des deux Etats de la monarchie dualiste Austro-Hongroise, y dominant des minorités croate, roumaine, slovaque et allemande.

La signature le 4 juin 1920 du Traité de Trianon fixe les frontières d'une Hongrie indépendante mais qui laisse en dehors du nouvel Etat des minorités hongroises en Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie ; cela nourrira les revendications nationalistes de l'extrême-droite bientôt fascisante de la Hongrie dirigée par l'amiral Horthy.

Le Traité de Trianon a ainsi réduit l'importance de la minorité allemande de Hongrie appelée aussi «souabe», de 10,4% à 6,9% ; soit 551 221 personnes. 40% d'entre eux sont autour de la capitale Budapest, les autres étant répartis dans le sud, près de Sopron, du lac Balaton...

En 1924, pour résister à la politique de magyarisation de la minorité allemande par le biais de l'enseignement, est formée «l'Association d'éducation des Allemands de Hongrie» (*Ungarländische Deutsche Volksbildungsverein*) sous la présidence de Jakob Bleyer. La politique gouvernementale de magyarisation se poursuivant, la communauté germanophone de Hongrie va chercher un appui extérieur en Allemagne... où en 1933 Hitler est arrivé au pouvoir ; elle va être un enjeu de négociations et un moyen de pressions entre les deux pays.

Secrétaire de l'«Association culturelle des Allemands de Hongrie» de 1925 à 1934, rallié aux thèses national-socialistes en 1930, Franz Anton Basch va en 1938 fonder la «Ligue populaire national-socialiste des Allemands de Hongrie» (*Nationalsozialistisch ausgerichtetes Ungarischen Volksbund der Deutschen-VDU*).

Basch va être en 1940 nommé par Hitler «*Volksgruppenführer*» des Allemands en Hongrie, auxquels vont être jointes les minorités allemandes de Slovaquie du Sud, de Ruthénie, de Transylvanie roumaine (500 000 personnes) et du Banat/Backsa yougoslave annexés par la Hongrie entre 1938 et 1941. La VDU aurait bénéficié du soutien de 70% des Souabes de Hongrie.

Franz Basch va favoriser l'enrôlement – parfois très contraint – de près de 60 000 «Souabes» dans la Wehrmacht-SS, telles les 7^e SS-Freiwilligen-Gebirgs-Division Prinz Eugen, 22^e SS-Freiwilligen Kavalerie-Division Maria-Theresa, et la 31^e SS-Freiwilligen-Grenadier-Division (11 000 hommes) constituée en octobre 1944 à partir de *Volksdeutsche* venant majoritairement de la région de la Backsa.

Réfugié fin 1944 en Allemagne, il sera remis aux autorités hongroises en 1945. Accusé de crimes de guerre, il sera exécuté à Budapest le 26 avril 1946.

EN ROUMANIE

Les Allemands sont arrivés en plusieurs vagues, du 12^e au 13^e siècle, sur le territoire de la Transylvanie et de la Bessarabie, se répartissant en 1930 en plusieurs groupes diversifiés totalisant environ 745 000 personnes, soit 4,1 % de la population de la Roumanie (23,7 % de celle du Banat, 8,9 % de celle de la Bucovine, 7,9 % de celle de la Transylvanie, 3 % de celle de la Bessarabie).

Fondé en 1919, le «*Deutsche Partei*» (*Partidul German din Romania – PGR*) représentera les intérêts de la bourgeoisie et, s'alliant avec le Parti magyar, participera au gouvernement roumain, tel Rudolf Brandsch, Secrétaire d'Etat en 1931-1932.

En mai 1933, une fraction pro-nazie se détachant du PGR fondera sous la direction de Fritz Fabrizius le *Partidul National-Socialist al Germanilor din Romania*, (PNSGR) ; en avril 1935, Alfred Bonfert crée le «Parti du Peuple allemand» (PPGR), d'orientation pronazie. Le 30 mars 1938, tous les partis seront dissous.

Le 26 juin 1940, le gouvernement roumain reçut un ultimatum soviétique exigeant la cession à l'URSS sous 24 h de la Bessarabie et du nord de la Bukovine². Le 30 août suivant, le 2^e arbitrage de Vienne, en coupant en deux la Transylvanie où vivent deux fortes minorités hongroise et allemande, fera de près de 300 000 *Volksdeutsche* roumains de la partie nord, cédée à la Hongrie, des citoyens hongrois.

Quant aux Saxons (restés en Roumanie), ils vont former un quasi-Etat dans l'Etat, en s'organisant comme groupe ethnique allemand : le 21 octobre 1940 est fondé le «*Grupul Etnic german din Romania* (GEGR)» dont tous les Roumains d'origine allemande deviennent officiellement membres. Le GEGR affirmera que «le représentant de la volonté nationale du groupe ethnique allemand de Roumanie était le Parti Nazi, le NDSAP» ; lequel a à la tête de sa branche roumaine, directement nommé par Berlin, Andreas Schmidt, nommé *Volksgruppenleiter* et *SS-Obergruppenführer*.

Schmidt obtiendra du dictateur roumain Antonesco que les Allemands de Roumanie rejoignant les *Waffen-SS* soient exemptés du service dans l'Armée roumaine. En 1943, après la défaite de Stalingrad, 50 000 seront versés dans la Wehrmacht. Schmidt, fait prisonnier à la chute du régime Antonescu, livré aux Soviétiques, mourra en détention en URSS en 1948.

POZNANIE-SILESIE

Après le Traité de Versailles, 1,2 million d'Allemands (3,9% de la population totale) vont se trouver en Pologne (en Posnanie, en Silésie).

¹ 200 000 germanophones, quelques milliers de ladino-phones, 85 000 italo-phones. Le ladin est une branche avec le frioulan et le romanche suisse - de la langue rhéto-romane, vestige de l'ancien latin.

² L'Union soviétique, en accord avec le 3^e alinéa du protocole secret du Pacte germano-soviétique de 1939, occupera les deux territoires le 28 juin. Un accord germano-soviétique permettra le transfert vers les territoires occidentaux (Posnanie/Wartheland) de la Pologne occupée par le Reich de plus de 210 000 de ces *Volksdeutsche* arrivés aux 18^e et 19^e siècles. Lors de l'annexion par l'URSS à l'été 1940 de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie, un accord du même type organisera le transfert des Germano-baltes vers le Reich.

«La minorité allemande... ruminait son changement de statut ; passée de nation dirigeante au statut de minorité, [elle] constituait un bon instrument pour la politique de l'Etat allemand... » (Wojciech Wrzesinski).

Au sein de cette minorité, disposant d'une vingtaine de quotidiens, représentée au parlement polonais par 17 députés et 6 sénateurs, vont naître des associations culturelles et partis identitaires.

Dès 1918 était créé le *Deutsche Volkspartei* (Parti populaire allemand, DVP), en 1919 le *Deutsche Partei-Vereinigung des Deutschen Volkstum in Polen*, en 1921 le *Deutscher Volksbund für Polish Schlesien*. En 1924 naîtra le *Deutscher Volksverband in Polen* (DVV), qui évoluera vers le nazisme – Ludwig Wolff, futur SS arrivant à sa tête en 1935 – et comptera 25 000 membres en 1937. Le *Jungdeutsche Partei in Polen* – lui aussi pro-nazi – fut fondé en 1931 ; aussi pro-nazie, la *Deutsche Vereinigung für Posen und Pommerellen* (Association allemande de Poznan et de Poméranie) le fut en 1934.

Plus inquiétante fut la violente *Selbstschutz* («Autodéfense»), qui seconda en 1939 l'attaque de la Wehrmacht, commettant des massacres.

LE « PROTECTORAT »

Le 16 mars 1939, après avoir annexé début octobre 1938 suite aux Accords de Munich, Hitler imposait au Président tchécoslovaque Emil Hacha le démembrement de son pays, avec la sécession le 14 mars de la Slovaquie et la transformation des pays tchèques en «**Protectorat de Bohême-Moravie**» intégré au Reich (*Reichsprotectorat Böhmen und Mähren* en allemand, *Protektorát Čechy a Morava* en tchèque).

Gardant sous la présidence d'Hacha un gouvernement à faible autonomie placé sous l'autorité d'un *Reichsprotector* nazi représentant Hitler, occupé par la Wehrmacht, le «Protectorat» sur un territoire de 56 500 km², au moment de sa création, une population de 7 380 000 personnes, dont 225 000 Allemands laissés en 1938 hors des Sudètes annexés.

Entre octobre 1938 et mars 1939, ils avaient été représentés au parlement de Prague par le «*Deutsche Volksgruppe in der Tschecho-Slowakei*» (DVG) dirigé par Ernst Kundt, *Volksgruppenführer* et président du club des 5 députés nazis (dont 1 Slovaque) ; puis Kundt sera député au Parlement du Protectorat.

Le projet stratégique des nazis va être la germanisation du Protectorat, en s'appuyant sur la minorité allemande existante en 1939 et sur de nouveaux colons, auxquels 200 000 ha de terres seront attribués. En 1945, les Allemands seront plus de 300 000 dans le Protectorat, n'étant soumis qu'à la Loi allemande.

Le 11 décembre 1939, un Allemand, Josef Pfitzner fut nommé maire-adjoint de Prague, le poste de ministre du travail du Protectorat sera attribué à un Allemand, le Conseiller Bertsch.

LA CROATIE

Le 6 avril 1941, la Wehrmacht passe à l'attaque de la Yougoslavie, avec le renfort de l'Italie et de la Hongrie. Le 13 avril, Belgrade est prise, la Yougoslavie capitulant le 17 avril, le roi et le gouvernement partent en exil.

En Croatie, depuis 1919 s'était développé un nationalisme croate séparatiste à connotation fasciste, celui de l'Oustacha dirigé par Ante Pavelic. Son adjoint, Kvaternik proclama l'indépendance de la Croatie dès le 6 avril 1941. L'accord germano-croate du 13 mai suivant concrétisa cette «indépendance», joignant à la Croatie à la Bosnie-Herzégovine.

Le nouvel Etat, de 98 572 km², va être peuplé de 3,3 millions de Croates, de 1,9 million de Serbes, de 700 000 Bosniaques musulmans, de 215 000 Slovènes, Hongrois, Juifs et de 150 000 à 200 000 *Volksdeutsche*.

Le Gouvernement du Reich exigea de Pavelic, devenu *Poglavnik* (Führer) de la Croatie, que cette minorité *volksdeutsche* jouisse d'un statut spécial : trois décrets du 21 juin, 30 juillet et 30 octobre 1941 vont notamment lui donner une administration, des unités de milice et police séparées, et son *fürher*, Branimir Altgayer, va devenir Secrétaire d'Etat dans le gouvernement fasciste croate, qui va commettre des crimes de masse contre la minorité serbe et les Juifs, et par ailleurs participer à la guerre contre l'URSS.

Les *Volksdeutsche* de Croatie ralliés au nazisme et à l'Etat fasciste vont être impliqués dans ces crimes à l'encontre de la minorité serbe et des Juifs, s'engageant notamment au sein de la 7^e SS-*Freiwilligen-Gebirgs-Division Prinz Eugen* dans la lutte contre les partisans titistes croates.

LA SERBIE

Le 26 août 1941 un gouvernement collaborateur fut constitué sous la présidence du général Neditch dans une Serbie occupée par 3 divisions allemandes et ramenée à ses frontières de 1914, d'avant la Yougoslavie.

Les Allemands, pour contrôler le pays, vont s'appuyer sur la communauté *Volksdeutsche*, importante en Voïvodine où, en 1920, le «*Kulturbund*» (Association culturelle) avait été fondé dans la capitale provinciale Novi Sad ; en 1939, avec l'appui de Berlin, Sepp Janko en prendra le contrôle. Après la conquête nazie, le *Kulturbund* sera remplacé par le *Deutsche Volksgruppe in Serbien und Banat* (DSVB).

Nommé *Volksgruppenführer*, Janko va recruter parmi les germanophones une milice (*Selbstschutz*), et des SS qui participeront au massacre des Juifs, à la lutte contre les partisans.

A la fin de la Guerre, et pas seulement ceux impliqués dans les crimes du nazisme, beaucoup de «Souabes» du Banat³, de Croatie ou du Danube prendront la route de l'exil.

³ Les «Allemands du Banat» (Voïvodine) sont d'origine souabe, sarroise, alsacienne ; mais aussi de Lorraine... francophone, s'implantant dans des localités appelées *Seultour, Saint-Hubert, Charleville*... A la fin de la Guerre, ils se réfugièrent en Autriche avant d'être «rapatriés» en France, notamment dans le Vaucluse (La Roque-sur-Pernes).

ET LA SUISSE ?

Au lendemain de sa victoire sur la France en juin 1940, le Grand Quartier Général de la Wehrmacht mit au point un plan d'occupation de la Suisse, dont 60% de la population parle allemand : «l'Opération Tannenbaum», jamais exécutée.

Jusqu'à l'intervention napoléonienne, la Suisse était une confédération de cantons indépendants de langue allemande, aux parlers apparentés à celui du Pays de Bade, à laquelle étaient soumis d'autres territoires tel le canton de Vaud francophone. Sa neutralité reconnue au 19^e siècle, la Suisse se tiendra à l'écart des conflits tels la Guerre franco-allemande de 1870-1871 ou de la guerre de 1914-1918.

Au lendemain du premier conflit mondial, si un groupe s'inspirant du fascisme italien est fondé au Tessin dès 1921, il faudra attendre 1931 pour qu'un premier groupe nazi soit formé à Zurich, suivi par d'autres qui se regroupèrent en 1932 en une section suisse du parti nazi allemand (NSDAP) ; dont la direction centrale sera interdite le 18 février 1936, après l'assassinat de son *landesgruppenleiter* Wilhelm Gustloff, immigré en Suisse depuis 1921. En 1942, la moitié des 80 000 immigrés allemands seront membres d'une organisation nazie.

Entre 1925 et 1944, sans appui notable dans la population, furent formés une quarantaine de mouvements fascistes ou nazis, telles en 1925 la *Schweizerische Heimatwehr*, en 1936 l'*Eidgenössisch-Sozialistische Arbeiter Partei*...

« DE LA MER NOIRE »

En 1763, l'impératrice de Russie Catherine II, pour peupler et développer, le long de la Mer Noire et jusqu'à la Volga, les territoires conquis sur les Turcs et les Tatars, fit appel à des Allemands de Rhénanie, du Palatinat, du Pays de Bade et du Wurtemberg, à des Alsaciens.

Après la révolution bolchevique de 1917 fut formée le 21 février 1924, avec pour capitale Engels, la **République socialiste soviétique autonome des Allemands de la Volga** (*Autonome Sozialistische Sowjet-Republik der Wolga-Deutschen*).

Comme les autres républiques soviétiques, elle connut la répression stalinienne, qui s'accrut avec la suspicion de collusion avec l'Allemagne nazie. Après l'attaque nazie contre l'URSS le 21 juin, la population allemande fut le 28 août 1941, en 24 h, «évacuée» vers la Sibérie et le Kazakhstan – un sort partagé par les Allemands des rives de la Mer noire ; et la République de la Volga fut dissoute.

D'autres communautés allemandes, celle du Caucase (50 000 personnes) entre le 15 et le 30 octobre 1941, celle du Daghestan (7 300) le 22 octobre, furent concernées par un transfert forcé vers la Sibérie et l'Asie centrale soviétique.

Environ 60 000 Allemands de la Mer Noire échappèrent au transfert vers la Sibérie et le Kazakhstan. 7 000 d'entre eux formèrent la pro-nazie milice d'«Autodéfense des Allemands» (*Volksdeutsche Selbstschutz*), qui participa à l'assassinat de 115 000 Juifs, notamment en Transnistrie.

LES SOUS-MARINS DE LA FRANCE LIBRE

Le 30 juin 1940, Emile Muselier, vice-amiral depuis 1939, échappé de France pour rejoindre Londres via Gibraltar où l'a conduit depuis Marseille le patrouilleur «*Président-Hondue*», est le premier officier général à répondre à l'Appel du 18 juin et à se rallier au général de Gaulle. Lequel, le 1^{er} juillet 1940, le nomme chef des Forces Navales Françaises Libres (FNFL) et, provisoirement, des Forces aériennes libres.

Dès le 26 juin, en Méditerranée, le sous-marin *Narval*, qui avait quitté Sousse en Tunisie le 24, avait rallié Malte, base navale britannique. Basé le jour de l'Armistice, le 22 juin, dans le port écossais de Dundee, le sous-marin *Rubis* se rallie à de Gaulle.

D'autres sous-marins – le *Surcouf*, le *Minerve*, le *Junon*, l'*Orion* et l'*Ondine* – avaient lors de l'offensive à l'Ouest de la Wehrmacht pu quitter Cherbourg pour gagner les ports du sud de l'Angleterre. Ils seront – comme des bâtiments de surface français – saisis le 3 juillet 1940 lors de l'«*Opération Catapult*» par les Britanniques soucieux de ne pas les voir rallier la France, qui, contrairement aux accords franco-anglais, a signé séparément un arrêt des



«*Le Rubis*», compagnon de la Libération, médaillé militaire, Croix de Guerre 39-45.

combats avec le Reich nazi, voire tomber entre les mains des Allemands. Ils seront ultérieurement remis par les Britanniques aux FNFL et, rejoints par d'autres, s'illustreront lors des combats sous-marins des alliés contre la *Kriegsmarine* et pour la libération de la France.

LE RUBIS

C'est le 30 septembre 1931 qu'est lancé à l'Arsenal de Toulon le sous-marin «*Rubis*», qui va être armé le 4 avril 1933, et être affecté en 1937 à l'escadrille de sous-marins de Cherbourg.

Servi par un équipage de 42 hommes, long de 65,9 m, équipé de 2 moteurs diesel (surface) et de 2 moteurs électriques (plongée), son armement comprend 1 canon de 75 mm, 3 mitrailleuses, 5 tubes lance-torpilles mais surtout de 32 mines sous-marines, dont la pose sera sa principale fonction.

Après avoir participé, sous le commandement du lieutenant de vaisseau Georges Cabanier à la campagne de Norvège, en mouillant ses mines le long de la côte, qui coulèrent 6 bateaux norvégiens sous contrôle allemand, le *Rubis* regagne le port écossais de Dundee, où il sera saisi par les Britanniques le 3 juillet par les Britanniques dans le cadre de



Georges Cabanier

l'«*Opération Catapult*». Le 10 juillet 1940, son équipage, commandant en premier, décidera à la quasi-unanimité de rallier les Forces Navales Françaises Libres, auxquelles le *Rubis* est remis. Reprenant la mer dès septembre, le sous-marin mènera jusqu'à la fin décembre quatre missions d'attaque ou de surveillance avant des transformations lui permettant d'être équipé de mines anglaises. Il reprendra ses missions à partir du 1^{er} juin 1941.

Le 10 mai 1941, le lieutenant de vaisseau Henri Rousselot avait remplacé Cabanier promu capitaine de Corvette.

Le 14 octobre 1941, le général de Gaulle, lors d'une cérémonie officielle² remet la Croix de la Libération au *Rubis*.

Au total, le *Rubis* aura durant le conflit effectué vingt-huit opérations, principalement sur les côtes de Norvège et dans le golfe de Gascogne, et coulé 18 bâtiments dont 12 allemands de guerre.

Le *Rubis* sera désarmé en juin 1945 dans le port d'Oran avant de devenir un bâtiment-école, puis d'exercice. Il sera coulé volontairement le 31 janvier 1958, l'Amiral Cabanier s'étant opposé à ce qu'un Compagnon de la Libération soit ferrailé.

LE SURCOUF



«*Croiseur sous-marin*» de 110 m de long, à propulsion mixte (2 moteurs diesel en surface, 2 moteurs électriques en plongée), armé d'une tourelle double de 203 mm pouvant tirer des obus de 120 kg à 26 km, et de 2 canons antiaériens ainsi que de 12 tubes lance-torpilles, le *Surcouf*, servi par un équipage de 126 hommes, fut armé le 16 avril 1934. Il était alors le plus grand sous-marin du monde.

En grand carénage à Brest et ses travaux étant inachevés, il va le 18 juin 1940 pour éviter la capture lors de l'invasion de la France par la Wehrmacht appareiller sous les ordres du capitaine de frégate Martin et gagner le port britannique de Plymouth. Le 3 juillet il y résistera à la capture lors de l'«*Opération Catapult*», au prix de 4 morts (1 Français et 3 Britanniques).

Réarmé sous pavillon FNFL et placé en septembre 1940 sous le commandement du capitaine de frégate Ortoli, puis à partir du 8 octobre 1941 sous celui du capitaine de frégate Blaison, le *Surcouf* participera à la protection des convois en Atlantique et, le 24 décembre 1941, avec les corvettes *Aconit*, *Alysse* et *Mimosa*, au ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon à la France Libre.

Dans la nuit du 18 au 19 février 1942, sans doute suite à un bombardement par méprise ayant été confondu avec un sous-marin allemand ou japonais, le *Surcouf* disparaîtra corps et biens en mer des Caraïbes avec son équipage et 4 Britanniques à bord.

Le *Surcouf* recevra la Médaille de la Résistance, avec rosette.

LE NARVAL

Construit et lancé le 9 mai 1925 à Cherbourg, le *Narval*, long de 78,25 m et large de 6,84 m, doté de 2 moteurs diesel (surface) et de 2 électriques (plongée) a pour armement 1 canon de 100 mm, 2 mitrailleuses et 14 torpilles, il est servi par un 54 hommes.

Opérant en Méditerranée au début de la Guerre et placé depuis février 1940 sous le commandement du lieutenant de vaisseau François Drogou, le *Narval*, sous la conduite de Drogou et de son second, le lieutenant de vaisseau Jacques Sevestre, va, à l'annonce de l'Armistice – en laissant à terre 31 membres de l'équipage renonçant – quitter le 24 juin 1940 Sousse en Tunisie pour rallier l'île de Malte, base aéronavale britannique située entre la Tunisie et la Sicile (Italie fasciste), d'où il mènera en liaison avec la Royal Navy 3 missions sur les côtes tunisiennes.

Le 2 décembre, le *Narval* repart en mission mais, coulé par une mine le 15 décembre, il disparaît avec son équipage.

François Drogou, capitaine de corvette depuis août 1940, sera promu au grade de

¹ La Norvège avait été envahie à partir du 9 avril 1940 par les forces armées nazies, qui achevèrent la conquête du Pays le 10 juin 1940 ; le Roi et le gouvernement ayant pu se réfugier en Grande-Bretagne. Du 22 mai au 8 juin, un corps expéditionnaire franco-britannique épaulé par

une brigade de montagne polonaise et deux brigades norvégiennes avaient repris aux Allemands le contrôle du port de Narvik, avant de l'évacuer conséquemment à la dégradation de la situation militaire en France.

² Le *Rubis* recevra aussi par la suite la Médaille militaire et la Croix de Guerre 1939-1945. Par ailleurs, à titre personnel, outre les «*Pachas*» Georges Cabanier et Henri Rousselot, six autres membres de l'équipage du *Rubis* recevront la Croix de la Libération.

LES FRANÇAIS LIBRES

capitaine de frégate à titre posthume le 1^{er} janvier 1941. Le 1^{er} février 1941, il sera fait, ainsi que son second Jacques Sevestre, l'ingénieur-mécanicien Paul Rimbaud, le quartier-maître mécanicien Guy Pérotin et le maître-torpilleur Joseph Vergos, Compagnon de la Libération. Le *Narval* recevra la Médaille de la Résistance avec rosette.

LA MINERVE



Mis en service le 15 septembre 1936, la *Minerve* se trouve à Oran en août 1939 puis en novembre au Maroc, affecté à la surveillance des Canaries. C'est un sous-marin de 68,1 m doté d'un canon, de deux mitrailleuses et de 9 tubes lance-torpilles, servi par un équipage de 42 hommes.

À Cherbourg lors de l'offensive allemande de mai juin 1940, il est remorqué à Plymouth où le 3 juillet il est saisi par les Britanniques. Restitué aux FNFL, il va reprendre du service sous le commandement à partir 1^{er} novembre 1940 du lieutenant de vaisseau Pierre Sonnevill, futur Compagnon de la Libération, remplacé le 1^{er} octobre 1942 au commandement de la *Minerve* par le lieutenant de vaisseau Henri Simon-Dubuisson, futur Compagnon de la Libération.

La *Minerve*, basée à Dundee (Ecosse), aura participé en 1941 à de nombreuses missions en mer de Norvège, coulant le 19 avril 1941 le pétrolier allemand *Thann* de 10 000 tonnes au large des côtes de Norvège, participant le 14 mai à la traque du cuirassé *Bismarck*.

En 1942, elle effectuera des patrouilles sur les côtes norvégiennes, y débarquera des clandestins, elle protégera des convois alliés.

Le 10 octobre 1943, alors qu'il fait surface au large de Plymouth, le sous-marin subit un grenadage par erreur par la R.A.F. qui fera deux morts, mais réussit à regagner l'Angleterre malgré d'importants dommages.

À la fin de la Guerre, remorquée de Plymouth à Cherbourg le 17 septembre 1945, la *Minerve* cassera sa remorque et sombrera au sud-ouest de la côte anglaise.

LE MARSOUIN

Construit à Brest, le *Marsouin*, équipé de 11 tubes lance-torpilles et de 2 mitrailleuses, entre en service le 7 septembre 1927 en Méditerranée. À la déclaration de guerre, il est à Beyrouth, puis en décembre 1939, est au Maroc, affecté à la surveillance des navires allemands réfugiés aux Canaries.

Les hostilités terminées, il entre en octobre 1940 en gardiennage d'armistice. Réarmé à partir de février 1941 au sein de la division navale du Levant, il attaque à la torpille un croiseur anglais le 16 juin 1941. Après un carénage à Bizerte, il est à Alger. Ayant rejoint en novembre 1942 Toulon, il échappera au sabordage de la flotte française le 27 novembre 1942, et ralliera Oran, intégré à la Marine de la France combattante, il par-

ticipera à des missions sur les côtes provençales en mai 1943. Servant par la suite d'école d'écoute à Casablanca, il est désarmé en avril 1944.

Le *Marsouin* est titulaire de la Médaille de la Résistance par décret du 29 novembre 1946.

LA VENUS

Sous-marin de 68,10 m, doté d'un canon de 75 mm, de 3 mitrailleuses et de 9 tubes lance-torpilles, et servi par un équipage de 42 hommes, lancé le 6 avril 1932 se trouve en rade de Toulon le 27 novembre 1942 quand les Allemands passent à l'offensive pour prendre le contrôle des bateaux qui s'y trouvent.

Appareillant avec 7 membres d'équipage, il permet, en ouvrant une brèche dans le filet de protection du port, et avant de se saborder en eau profonde, au *Casabianca*, au *Marsouin*, à l'*Iris* et au *Glorieux* de sortir de la rade.

Le 29 novembre 1946, la *Vénus* recevra la Médaille de la Résistance.

LE CASABIANCA



Armé le 1^{er} janvier 1937, le *Casabianca*, construit aux Ateliers et Chantiers de la Loire à Nantes, est un sous-marin de 92,3 m, disposant à l'origine d'un canon et d'une mitrailleuse sur le pont, de 11 tubes lance-torpilles, et servi en opérations par 85 hommes.

Le 27 novembre 1942, alors que la Wehrmacht, qui a depuis le 11 novembre précédent envahi la zone sud, fait irruption dans le port de Toulon jusque-là épargné, le *Casabianca* y est basé en situation de «relève», c'est-à-dire disponible en matériel et personnel, et placé sous le commandement du capitaine de corvette Jean L'Herminier.

Plutôt que de tomber dans les mains des Allemands, ou de se saborder en eau profonde, le commandant L'Herminier, en accord avec son équipage, décide de rallier Alger conjointement au *Glorieux*, le *Marsouin* rejoindra Oran ; l'*Iris*, qui les a accompagnés, à court de combustible, rejoint Barcelone où il sera interné jusqu'à la fin de la Guerre.

Depuis Alger, le *Casabianca* va mener vers les côtes de Corse diverses missions de renseignement et de ravitaillement en liaison avec la Résistance insulaire, la première étant le débarquement le 14 la décembre 1942 de la Mission Pearl Harbour.

Le 6 février 1943, le *Casabianca* livre à la Résistance corse 450 mitrailleuses et 60 000 cartouches sur la plage d'Arone. Le 14 mars il achemine à Alger Jean Nicoli, André Giusti, Pierre Griffi et François Carli, dans la nuit du

2 au 3 juillet 1943, il dépose en Corse, venant d'Alger accompagné de 12 tonnes d'armes et matériels divers, Paulin Colonna d'Istria... Dans la nuit du 12 au 13 septembre, le *Casabianca* débarque à Ajaccio 109 hommes du 1^{er} bataillon de choc venus d'Alger soutenir l'insurrection corse.

Le *Casabianca*, arborant la Légion d'honneur, décoré de la Croix de Guerre 1939-1945 avec 7 citations, a reçu la Médaille de la Résistance avec rosette.

Désarmé le 12 février 1952, ferrailé en 1956, son kiosque a été conservé et est installé à Bastia. Un film de Georges Pécelet, avec Jean Vilar dans le rôle de L'Herminier, sorti en 1951, retrace son épopée.

LE GLORIEUX

Servi par un équipage de 74 hommes, ce sous-marin de 92,30 m, entré en service le 1^{er} juin 1934, est comme le *Casabianca* doté d'un radiogoniomètre et dispose d'un canon, d'une mitrailleuse et de 11 tubes lance-torpilles.

Positionné dans l'Atlantique au début de la Guerre en surveillance de bateaux allemands réfugiés à Madère, puis après l'attaque britannique sur Mers-el-Kébir le 3 juillet 1940, le régime pétainiste l'enverra à Dakar puis à Diego-Suarez à Madagascar avant de regagner Toulon le 1^{er} août 1942, où il est placé en gardiennage d'armistice.

Autorisé le 9 novembre 1942 à se réarmer pour contrer un éventuel débarquement allié en Provence, il est de ce fait en capacité de prendre la mer le 27 novembre et, malgré leurs tirs, d'échapper à la capture par les Allemands.

Ayant rejoint le port algérien d'Oran et passé au service des Alliés, le *Glorieux* sera envoyé en septembre 1943 à une école d'écoute sous-marine aux Bermudes puis à la modernisation aux États-Unis et doté de radar, d'ASDIC... Rentré en Afrique du Nord fin mai 1944, il ne reprendra pas le combat, le débarquement de Provence le 15 août mettant fin aux opérations navales en Méditerranée.

Le 29 novembre 1946, le *Glorieux* recevra la Médaille de la Résistance avec rosette.

LA JUNON

Sous-marin de 68,10 m entré en service en 1937, servi par 42 hommes, entré en carénage à Cherbourg en mars 1940, sera remorqué le 3 juin à Plymouth où il sera saisi par les Anglais le 3 juillet ; avant d'être remis aux FNFL le 27 juillet.

Remis en état, il effectuera sa première plongée le 18 septembre 1941 sous le commandement du capitaine de vaisseau Jean-Marie Querville. Il participera à de nombreuses déposes d'agents secrets en Norvège.

LE CURIE

Mis en service par les Britanniques le 2 mai 1943, et prêté le 3 août aux FNFL, le *Curie* est un sous-marin de 60 m avec 6 tubes, servi par 33 hommes. Commandé par Pierre Sonnevill jusqu'en février 1944, il fera des patrouilles en mer de Norvège avant de rejoindre fin 1943 la Méditerranée. Le 4 octobre 1944, il coulera un transport allemand en mer Egée.

de nouveau parachuté en France le 5 avril 1944, comme Délégué militaire pour la Région parisienne. Compagnon de la Libération, Croix de Guerre, Médaille de la Résistance.

² F. Dragou, J. Sevestre, P. Rimbaud seront aussi faits Chevaliers de la Légion d'honneur, G. Pérotin et J. Vergos recevront la Médaille militaire ; tous cinq recevront la Croix de Guerre 39-45 et la Médaille de la Résistance.

⁴ Fin novembre 1942, Pierre Sonnevill est parachuté en France, il y mettra sur pied le «Réseau Marco Polo». De retour à Londres en avril 1943, il prendra en mai le commandement du *Curie* jusqu'en février 1944. Il sera



De gauche à droite à la tribune : Nicole Viret, Georges Duffau-Epstein, Ginette Kolinka, Olivier Lalieu, Annie Pez.

MONTELMAR : LE SOUVENIR DOULOUREUX DE LA DEPORTATION

Jeudi 28 mars 2019, le comité A.N.A.C.R de Montélimar avait organisé une vingt-et-unième matinée mémoire, à destination de la jeunesse mais ouverte à tous.

Près de cinq cents personnes sont venues entendre Ginette Kolinka, déportée à Auschwitz à l'âge de 19 ans, ne pesant plus que 26 kg à sa libération, victime de la Shoah.

Réunis autour du thème : «**Répressions et déportations en France et en Europe 1939-1945**», étaient aussi présents Georges Duffau-Epstein, fils de Joseph Epstein, le colonel Gilles, torturé quotidiennement durant 6 mois avant d'être fusillé au Mont-Valérien, et Olivier Lalieu, historien au Mémorial de la Shoah à Paris, qui souligna : «*Ces jeunes présents font partie de la dernière génération qui peut échanger avec des témoins vivants et encore capables de témoigner*» (Olivier Lalieu).

Annie Pez, Présidente départementale de l'A.N.A.C.R 26, cita les personnalités présentes, dont M. Tison, Directeur de l'O.N.A.C.V.G. de la Drôme, et remercia l'Agglo, la mairie de Montélimar et tous ses services techniques sans lesquels rien n'aurait pu se faire, le chef du protocole s'étant beaucoup investi pour la réussite de ce beau moment d'histoire. Puis Nicole Viret, Présidente du comité ANACR de Montélimar, présenta le déroulé de la séance.

La chorale «Arpège», conduite par son chef de chœur, Michèle Piqué, interpréta *Le Chant des Partisans* et *Le Chant des Marais*.

Olivier Lalieu, après avoir dit toute son émotion et la chance de vivre ce grand moment d'Histoire, expliqua ensuite l'idéologie nazie, sa mise en œuvre fondée sur une vision biologique de l'humanité, la négation de l'Humain. Elle fut accompagnée dès son début en 1933 par la répression des opposants, la construction de camps de concentration, d'abord d'internement, puis de travail jusqu'à la mort par épuisement et, la guerre venue, d'extermination dans l'Est européen pour éliminer les Juifs, les Tsiganes, les homosexuels, les handicapés... ; les sites d'incinération tourneront à plein régime...

Le nazisme avait pour projet de coloniser l'Europe afin d'en récupérer terres et richesses, et de créer une nouvelle «race».

La répression s'abattra sur tous les Résistants, souvent hélas dénoncés par des collaborateurs. Ainsi, Georges Duffau-Epstein commença son intervention en présentant l'«Affiche rouge», avec les visages de Missak Manouchian et de ses camarades, que les nazis avaient diffusée pour faire peur à la population, en stigmati-

quant les communistes et les étrangers juifs présentés comme menaçants.

La Résistance – dit-il – s'est construite peu à peu dans la clandestinité, complexifiée (réseaux de propagande, de renseignement, d'évasion), il rappelle que la durée de vie d'un Résistant était de six mois. Son père, Joseph Epstein, engagé dans les Brigades Internationales en Espagne, devenu chef des F.T.P., mit au point la guérilla urbaine, appliquée lors de l'attentat de l'avenue de la Grande Armée en juillet 1943 à Paris ; Dénoncé, arrêté avec Manouchian, il fut fusillé au Mont Valérien le 11 avril 1944.

Ginette Kolinka, très applaudie, commença son propos par une question la préoccupant : «*que peuvent penser les parents d'otages de l'action des Résistants ?*» G. Duffau rappela que les otages emprisonnés et fusillés étaient souvent des communistes, des Résistants.

Madame Ginette Kolinka, d'une famille communiste juive très discrète, évoqua sa jeunesse heureuse, insouciance, puis les interdictions, l'étoile jaune, les contrôles, le départ vers le sud : d'abord la prison d'Angoulême puis le départ pour Avignon après une dénonciation (croyant échapper à la Milice). Elle continue de mener une vie active (vendant sur les marchés) mais un jour elle est arrêtée avec quatre membres de sa famille : son père, son jeune frère, sa sœur aînée et son jeune neveu, tous quatre victimes de la solution finale à Auschwitz. Son enfer vécu, de Drancy à Auschwitz-Birkenau, Bergen-Belsen puis Theresienstadt (Terezin), l'a rendue vigilante. Libérée en juin 1945, elle a le typhus.

Le public, ému, l'a beaucoup applaudie :

«*Ne m'applaudissez pas – dit-elle – je ne suis pas une artiste. J'ai eu de la chance*».

Malheureusement, le temps a passé et les élèves n'ont pas pu poser leurs questions. Et la chorale clôtura la matinée par *la Marseillaise*, chantée par tous.

Ces trois invités ont su donner de l'espoir en évoquant le programme du C.N.R dont c'est le 75^e anniversaire, qui est un socle commun menacé, attaqué et qu'il faut défendre chaque jour. «*Soyons vigilants*», comme le rappela Georges Duffau. Faisons confiance à la jeunesse

Les élèves ont surpris les invités car très attentifs au récit de tous, mais plus encore à celui de Ginette Kolinka qui a démontré jusqu'où peut descendre l'âme humaine : la déshumanisation subie avait fait d'elle une personne insensible : à son retour, elle a annoncé à sa mère de ne plus attendre son père et son frère gazés. Côtayer la mort était devenu banal. Mais elle a donné une leçon d'espoir à tous, par sa vitalité, elle a conquis l'auditoire : ce fut un pur moment de bonheur de l'entendre au cours de ce beau matin de mars 2019.

Annie PEZ

Extrait du message d'un professeur :

«*Encore un merci bien sincère et respectueux pour vous et tous les intervenants ; nous avons repris en cours le message de conclusion de Georges Duffau (relatif à l'engagement et à la motivation des Résistants) qui a aussi eu un impact très important sur les jeunes et qui nous encourage, nous les enseignants, à poursuivre plus que jamais en 2019 notre rôle de passeur et de veilleur des Mémoires de la Seconde Guerre mondiale auprès des jeunes générations*».

TIRAGE DES BONS DE SOUTIEN 2018

Tous les talons des bons souscrits parvenus et réglés au siège de l'ANACR ont fait l'objet d'un tirage au sort pour désigner les bénéficiaires des cadeaux offerts aux souscripteurs. Les possesseurs des bons **01131** et **18915** recevront au choix un poste de télévision couleur, un ordinateur, un téléphone portable ou une mini-chaîne d'une valeur maximale de 900€. Tous les souscripteurs des bons portant les numéros suivants, recevront à l'adresse qu'ils auront indiquée un cadeau utile et agréable qui leur sera expédié, franco de port, dans les mois suivant la réception par nos services du bon correspondant.

01131	07704	10811	14912	19248	22359	28912
02140	07955	11238	15161	19375	23409	28962
03988	08486	11611	15617	19483	24742	29165
04257	08501	12444	16111	20126	25236	29619
06414	08827	12685	16242	20252	26513	29923
06440	08999	13014	16969	20422	27451	
06484	09493	13800	17280	21009	27508	
06761	09533	14043	18172	21663	27679	
07333	09914	14671	18915	22194	28809	

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération, celui d'Ami(e)s de la Résistance qui consacèrent leurs efforts

à faire vivre la mémoire et les valeurs de la Résistance. La Direction Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Pierre PONS, Hubert DEVIC, Claude GACHE (Lot-et-Garonne)

Agé de 18 ans, requis en février 1944 pour le STO en Allemagne, Pierre Pons décide de fuir et de se cacher dans une ferme isolée aux environs de Monclar. Par l'intermédiaire du fils de la famille qui l'hébergeait, il rencontre le responsable d'un maquis. L'attestation d'appartenance à la Résistance Française, établie par Jean Barrès, chef du secteur n° 10 des groupes Groupes Vény du Lot-et-Garonne, précise que Pierre a appartenu au mouvement «France au Combat» – groupe Vény, et affecté au PC départemental du Lot-et-Garonne – du 16 février au 5 juin 1944. A partir du 6 juin, jusqu'au 18 juillet, il est incorporé au groupe Vény, Secteur n° 10, au sein du bataillon Georges. Puis du 2 août au 16 novembre, il a participé à des missions de reconnaissance et de liaison, de distribution de tracts et journaux clandestins, de ravitaillement pour le maquis, le 3 août à des opérations de sécurité pour réception d'un parachutage de plein jour aux environs de Montauriol, le 12 août aux opérations de mise en place d'une embuscade aux environs de Lougratte pour l'interception d'une colonne allemande remontant vers le Nord. Il participa à la libération d'Agen, et fit partie de la Brigade Légère du Lot-et-Garonne, qui poursuivit les Allemands jusqu'à Nevers et La Charité-sur-Loire ; il fut démobilisé le 16 novembre 1944. Trésorier du Comité départemental d'organisation du Concours de la Résistance et de la Déportation, il témoignait chaque année devant les élèves du collège de Castelmoron, intervenait régulièrement dans les cérémonies, notamment à Laparade, rendant hommage aux fusillés du 12 juillet 1944. Trésorier départemental de l'ANACR depuis plus de 20 ans, et secrétaire du Comité local, il avait été membre du Conseil National de 2004 à 2012, et en était depuis membre honoraire. Il était titulaire de la Croix du Combattant.

Hubert Devic, né le 9 décembre 1928 et décédé le 30 décembre 2018, avait rejoint à l'âge de 14 ans le bataillon Armagnac à Artz (Landes), où il retrouva son père et ses deux frères. Le campement ayant été attaqué par les GMR, il sera fait prisonnier, incarcéré à la maison d'arrêt d'Agen où il sera torturé par la Gestapo. Transféré à la maison d'arrêt de Toulouse, il réussira à s'évader et à rejoindre le Bataillon Néracais à Nérac (47). Par la suite, il intégra le bataillon Arthur à Agen, où il sera démobilisé en raison de son jeune âge.

Claude Gache avait à peine 20 ans quand il s'engagea dans la Résistance, ralliant le Bataillon Georges du Groupe Vény cantonné aux environs de Castillonnes. Après l'apprentissage au maniement des armes, il fut affecté avec ses camarades Guitou et Pons à la section «fusil-mitrailleur». A partir de ce moment, de jour comme de nuit, s'ensuivirent des heures de garde interminables pour assurer la protection du camp. Il participa à des missions de reconnaissance, de liaison et de ravitaillement, prit part à la mise en place de dispositifs de sécurité pour la réception de parachutages, à plusieurs embuscades. Il fit partie de la Brigade Légère de Lot-et-Garonne

qui harcela les Allemands jusque dans la Nièvre. Il rejoignit ses foyers quelque temps après la libération de Villeneuve. Il était titulaire de la Croix du Combattant au titre de la Résistance.

Jean BOTTEY (Vaucluse)

Né en 1938, Jean Bottey, Président départemental de l'ANACR du Vaucluse depuis 2006, décédé le 24 novembre 2018, était le fils de Georges Bottey, cheminot-Résistant bourguignon. Il témoignera à partir de ses souvenirs personnels sur les réunions clandestines de son père, ses retours de missions, ces instants plus que tendus qui suivaient les sabotages, sur l'angoisse de la rafle. Il joua un rôle déterminant dans le lancement, sur une idée de Robert Arnaud, du projet du Musée de la Résistance et de la Déportation de Pernes. Il aménagera la pièce de ce premier local, qui recevra parmi les premières armes de la collection du Musée le fusil de son père Georges Bottey. Grâce à Pierre Gabert, Didier Carles et à toute la municipalité de Pernes, un nouveau local sera proposé pour accueillir les archives, et les objets de plus en plus nombreux. Epaulé par les bénévoles de l'association et le personnel communal, tant dans le secrétariat que pour l'ouverture du musée en saison touristique, il saura développer la fréquentation de ce lieu, mais aussi rapprocher les écoles et le collège local, pour qu'enfin des enfants rentrent au musée et apprennent l'existence et le rôle de la Résistance. Il poursuivra la mission des Ami(e)s de la Résistance : Transmettre, évoquer, expliquer devant différents publics, ce qu'était la Résistance, le Maquis et la déportation pendant la Seconde Guerre mondiale. Georges Bottey était membre du Conseil national de l'ANACR depuis 2008.

André RODDIER (Yvelines)

Décédé le 2 septembre 2018 à l'âge de 90 ans André Roddier, alors lycéen au Puy-en-Velay âgé de 15 ans, est devenu en 1943 agent de liaison pour le Mouvement Uni de la Résistance. Ancien enseignant, Président honoraire de «Mémoire d'Aincourt», Président départemental de l'ANACR des Yvelines, il était membre de son Conseil national depuis 2012, membre honoraire depuis 1917.

Marie-Louise KERGOURLAY (Morbihan)

Née le 7 novembre 1921, fille d'un cheminot de Guingamp, avec une fratrie de 8 frères et sœurs, Marie-Louise Kergourlay, disparue début octobre 2018, membre des Jeunesses communistes avant-guerre, avait été contactée fin 1941 par la Résistance très active de la ville. Début 1942, elle fut sollicitée par son frère Théophile et un de ses beaux-frères qui travaillaient à l'arsenal de Brest pour cacher des armes. Elle intégra le Front Patriotique de la Jeunesse (FPJ), dans un triangle avec Yves Ollivier et Lucien Trollev. Elle fit partie du groupe du Commandant Henry (Côtes du Nord) – mouvement FTPF – du 1^{er} mai au 1^{er} juillet 1943. En août 1943, échappant aux arrestations opérées par le Service de Police anticommuniste (SPAC), elle quitta la Bretagne

pour la Région parisienne, où elle devint Inter-régionale des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique (FUJP). Elle agit dans le secteur Seine-et-Marne – mouvement FTPF – du 15 septembre 1943 au 22 février 1944, et enfin dans le secteur de Paris et département de la Seine Arrêtée le 21 février 1944 dans le métro lors d'un simple contrôle, torturée par les brigades spéciales pendant une semaine, enfermée à la prison de la Roquette du 1^{er} mars au 17 août 1944 avec cinquante autres otages, elle échappa de justesse à déportation pour l'Allemagne, et fut libérée par les FFI le 17 août 1944, au début de l'insurrection parisienne. Elle participa du 18 août 1944 au 25 août 1944 à l'insurrection parisienne comme agent de liaison de l'état-major du colonel Rol-Tanguy. Puis elle s'occupa du ravitaillement de Paris, avec le colonel Raynal, avant d'être démobilisée le 1^{er} octobre 1944. Auparavant, elle avait au début du mois de septembre fait partie des 200 FFI désignés et invités à Londres par le roi d'Angleterre après la libération de Paris. Elle sera démobilisée le 1^{er} octobre 1944. Lors de la création en avril 1945 de l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), en remplacement des Jeunesses communistes, elle fut nommée à son comité national. Elle revint dans les Côtes-du-Nord au début du mois de septembre 1945, et devint secrétaire fédérale de l'UJRF. L'Union des Jeunes Filles de France (UJFF) étant fondée au plan national un an plus tard, Marie-Louise Kergourlay resta au comité national de l'UJRF mais figura aussi à celui de l'UJFF. En novembre 1946, elle fut candidate en sixième position (sur sept) sur la liste communiste dirigée par Marcel Hamon lors des élections à l'Assemblée nationale du 10 novembre 1946. Marie-Louise Kergourlay quitta les Côtes-du-Nord en 1952, et vécut successivement dans la région de Morlaix, puis à Vannes. Elle s'investira dans la transmission de la mémoire au sein des organisations d'anciens résistants et déportés, multipliant notamment les conférences à destination des jeunes scolaires. Elle promouvait régulièrement le Concours national de la résistance et la déportation, en tant que présidente de l'association départementale de la FNDIRP, dont elle était par ailleurs membre du Comité national et membre du comité départemental de l'ANACR du Morbihan. Son état de santé rendit difficile la poursuite de ses activités. Marie-Louise Kergourlay, vice-présidente du Conseil départemental de l'ONAC, Médaillée de la Résistance, fut nommée chevalier de la Légion d'Honneur par décret du 7 novembre 2014.

L'ANACR du Morbihan a été éprouvée par la disparition à l'âge de 93 ans le 31 octobre 2018 de Lucien LAMOUR qui, arrêté à Brest par l'occupant, s'évada trois jours plus tard et se rendit sous une fausse identité en Normandie, y participant à la Résistance à Longny-au-Perche (Orne), ce dont témoigneront plusieurs décorations, par celle le 4 mai 2018 d'Alain THOMAS, âgé de 82 ans, fils du Docteur Ferdinand Thomas, membre actif de l'O.R.A., médaillé de la Résistance et ancien maire d'Hennebont, et par celle à l'âge de 95

ans le 17 octobre de Jean-Charles CORBIC, tous deux «Amis de la Résistance».

Lucien MONTARNAL (Aveyron)

Président du comité ANACR de Rodez, Lucien Montarnal, engagé dès 18 ans dans la Résistance, né en 1924 à Rodez, y fait ses études depuis la maternelle jusqu'à l'École Normale d'instituteurs, où il fut reçu sur concours en juin 1941. Le gouvernement de Vichy ayant signé l'armistice sans conditions devant le vainqueur hitlérien, le 12 juin 1940, ses camarades et lui étaient effondrés, mais l'espoir d'une revanche germa en eux soutenu par l'Appel du Général de Gaulle du 18 Juin, depuis Londres. En octobre 1941, il fut admis en interne et avec sa promotion entra au Lycée Foch pour préparer le Bac. En effet les Ecoles Normales avaient été supprimées par Pétain qui y voyait des fabricques d'agents, contestataires et communistes... Le 11 Novembre 1942, des camions allemands arrivent en ville pour y cantonner. «Un après-midi – dit-il – alors que nous étions dans une classe donnant sur les jardins de la préfecture, un groupe de soldats allemands est passé au pas cadencé. Toute la classe s'est levée et a chanté *La Marseillaise* devant le professeur de physique, alsacien réfugié et profondément patriote. Fier de nous, il a néanmoins conseillé de ne pas faire de bruit et de préparer patiemment la fin de la scolarité pour nous rebeller contre les occupants. Dans la cour, un après-midi de mai 1943, nous fumes intrigués, trois ou quatre copains et moi, par le comportement de quelques normaliens ou lycéens qui, l'un après l'autre, se glissaient discrètement dans une petite salle. Avec mon copain René, j'ai décidé d'aller voir ce qu'ils faisaient... C'était bien une cellule de résistance lycéenne. Et spontanément, René et moi y avons adhéré. On nous mit aussitôt au courant de ce qui se préparait : le bris de glace de l'Office de placement allemand. Nommé responsable de ce projet, prévu dans la nuit du 7 au 8 juin, je devais fournir un plan précis... Notre groupe a pu continuer ses actions clandestines : tracts dans les hôtels, boîtes aux lettres de personnalités de la ville ou des autres... ». Ayant rejoint par la suite le Maquis «Jean-Pierre», Lucien Montarnal poursuivit son engagement dans la Première Armée française sur le front des Vosges et de l'Alsace, fin novembre 1945. Lucien revint à l'École Normale pour une année de formation professionnelle et sera nommé à Saint-Etienne-de-Viauresque, puis, après plusieurs postes, professeur à l'École Normale d'Instituteurs et Directeur du CDDP.

Eugène VESIN (Haute-Savoie)

Disparu le 23 décembre 2018, Eugène Vesin était né le 24 mars 1920 à Meillerie, village haut-savoyard riverain du Lac Léman où il exercera plusieurs professions, de batelier à chauffeur de taxi, en passant par boulanger, et dont il sera maire de 1983 à 2008. Village où, dès 1942, un petit groupe informel s'était réuni régulièrement pour échanger des idées et mener une propagande orale face aux décisions du gouvernement pétainiste. Dès l'annonce du S.T.O., début 1943, à l'initiative d'Arthur Blanc et Philippe Violaz, un maquis MUR est créé au-dessus de Bret-Locum, hameau de Meillerie, le maquis de la Kate, disposant de quelques fusils ramenés de la guerre de 14-18, et de quelques munitions. Durant plus

d'une année, ces jeunes réussirent à échapper à plusieurs tentatives de la gendarmerie et des G.M.R. pour les emmener de force travailler en Allemagne ; en même temps, ils commencèrent à mener des opérations de sabotage contre les lignes téléphoniques... Le 15 août 1944, Eugène était de ces combattants de la compagnie FTP 93-12 qui, sous les ordres de leur commandant Epelbeim, encercla Evian et contraignit la garnison allemande à capituler. Fidèle à son engagement, Eugène, tant que son état de santé le lui a permis, a participé à l'action de l'ANACR.

L'ANACR de Haute-Savoie a aussi été endeuillée par la disparition en décembre 2018 de Georges ROGUET, Résistant à 20 ans, qui participa aux combats de la Libération dans le Genevois et plus largement de la Savoie, et par celle, survenue à 84 ans, d'Huguette PACTHOD, fille de Camille Dutruel, figure locale de la Résistance.

Armand PERRAUDIN,

Noël COHARD (Isère)

Suite aux événements tragiques survenus à Porcieu, lieu dit «La Dangereuse» et à Montalieu-Vercieu le 1^{er} août 1944, Armand Perraudin, alors âgé de 18 ans, prend la décision de rejoindre le Maquis d'Ambleon le dimanche 6 août 1944 où il a des camarades originaires de Bouvesse-Quirieu. Bien accueilli, il est le lendemain affecté au groupe «Dynamites-Explosifs» dont le but est de faire sauter entre autres les voies ferrées. Il participera à l'embuscade du Mollard lors de laquelle une locomotive arrivera avec un wagon en remorque, d'où une mitrailleuse se mit à arroser de projectiles le groupe de Résistants, l'un d'eux sera mortellement touché, Armand réussira à se mettre à l'abri derrière une borne kilométrique. Lors d'une autre embuscade au Temple de Vaulx, sur la commune de L'Isle d'Abeau, une fusillade éclatera et un Résistant sera tué. Quelques jours plus tard, sur les ordres de leurs supérieurs, les Résistants prendront la direction de Lyon... Lors d'une halte à Saint-Bonnet-de-Mure, les Résistants sont pris sous le feu de la mitrailleuse d'un blindé, il réussira à échapper aux balles et à rejoindre un peu plus tard les camarades de maquis voisins. Après avoir rallié le camp du Marteray, ce sera la fin des embuscades et, quelques jours plus tard, c'est l'entrée sans problème dans Lyon pour la Libération. Armand Perraudin était un membre assidu du Conseil d'administration du Comité cantonal ANACR de Morestel et membre du Comité d'honneur départemental de l'ANACR.

Noël Cohard, décédé le 29 septembre 2018 à 98 ans, avait eu une jeunesse laborieuse, travaillant durement la terre pour aider sa mère puis, il exercera différents métiers tels charbonnier, monteur, il déchargea les wagons de farine pour les biscuits Brun puis sera facteur à Gières de 1939 à 1941. Résistant depuis le 3 juin 1943, il est arrêté au cours de la manifestation du 11 novembre 1943 à Grenoble. Après avoir été parqués à la caserne de Bonne, ses camarades et lui sont embarqués le 13 novembre 1943 pour Compiègne, vers le camp de Royallieu. Puis ce sera le tragique parcours des Déportés : en janvier 1944, Buchenwald, fin février, Flossenbourg et sa carrière, où les Déportés sont contraints par tous les temps, de dégager des blocs de granit. Atteint de la tuberculose et du typhus, il est conduit par un camarade à

l'infirmerie. Pendant ce temps, les camps se révoltent et le camp de Flossenbourg est libéré le 23 avril 1945. Il sera évacué avec 14 de ses camarades français à bord d'ambulances américaines. Il retrouvera Gières le 3 juin 1945, puis ira 25 mois au sanatorium de Vion, à Saint-Clair-de-la-Tour. Il était membre du comité ANACR de Saint-Martin-d'Hères, il était assidu aux congrès départementaux, à la vie de son comité local.

Raymond COUNIL, Mathilde Marthe FAUCHER (Corrèze)

Né le 25 mai 1925 à Affieux (Corrèze), Raymond Counil était entré le 2 avril 1944 à la 23.37^e compagnie des Francs-Tireurs et Partisans Français, unité gravitant dans la région de Treignac et servit dans cette formation jusqu'au 21 août 1944, date de la libération de la Corrèze. Dès avril 1944, l'activité de cette unité en formation a été le recrutement de jeunes patriotes et la création d'une infrastructure locale : organisation de groupes de maquisards, ravitaillement, armement, instruction, tout cela sous la menace permanente d'une formation ennemie qui quadrillait la région. Une embuscade sera tendue sur la nationale 140 près de Saint-Hilaire-les-Courbes afin de permettre le décrochage d'un groupe de maquisards du village de Couture. Une liaison étroite fonctionnait avec la 232^e Compagnie FTP. En mai, il participa au sabotage de la ligne SNCF Limoges-Ussel à proximité de Lacelle, au convoi d'armes au bénéfice des maquis de Guingouin empruntant des voies secondaires en direction de l'Eglise-aux-Bois, à la couverture et au transport d'un parachutage près du village du Puy-Grand, à l'organisation d'embuscades sur les routes convergeant vers Treignac, à l'installation de camps de maquisards, en août à l'investissement de Tulle avec le 2^e bataillon tactique, à la garde de prisonniers... En septembre, ce sera le départ pour Bordeaux. Il fut démobilisé à la pointe de Grave le 15 octobre 1944.

Mathilde Marthe Faucher, née le 14 mars 1913 et décédée à 105 ans à Brive le 8 septembre 2018, doyenne d'Allasac, était «Juste parmi les Nations», elle et sa famille ayant sauvé deux enfants juifs pendant la guerre. Elle était également Chevalier de la Légion d'honneur. Le 17 février 2012, son nom avait été donné au collège d'Allasac.

Paul DELBEGUE, né le 15 octobre 1921 à Neuvic (19), est décédé le 20 juin 2018 à Ussel avait commencé son service militaire par une incorporation dans les «Chantiers de jeunesse» où il avait été affecté dans le secteur de Pongibaud. Il a ensuite rejoint le maquis, s'engageant dans la Résistance avec la section FTP de Neuvic et participant notamment en 1944 à l'encercllement de la colonne allemande qui s'était retirée dans les bâtiments de l'ENP d'Egletons. A la fin de la guerre, il fut mobilisé en Allemagne pour les opérations de désarmement et de maintien de la paix.

Maurice FRAYSSE, disparu début septembre 2018, était membre du Comité ANACR du Plateau des Etangs, Dès 1940. Il avait participé dès 1940 à la reconstitution des Jeunesses communistes clandestines sur le secteur de Marçillac-Saint-Martin et à la création de groupes de 3, ce qu'il a raconté dans son livre «*Travail et Résistance*».

UN AVIATEUR AU MAQUIS

Par Cyril LAZARE (Cdt Michel)

Préface du Général de Giuli.

Texte présenté et annoté par Pierre Guédu

L'ouvrage de Cyril Lazare est le 9^e de la collection «*Regards sur la Résistance en Chablais*», le premier étant «*Le Chablais dans la tourmente*», ouvrage collectif réalisé sous la direction de Bernard Néplaz et publié en 2012 par les éditions de l'ANACR Chablais.

«*Un aviateur au Maquis*» est présenté et annoté par Pierre Guédu, ancien professeur d'histoire au Lycée Anna-de-Noailles d'Evian-les-Bains, lui-même auteur de deux ouvrages de la collection, «*Le village joli, Vinzier dans la tourmente (1939-1947)*» et «*Fêtes et le pays de Gavot au cœur de la Résistance (1939-1945)*».

Quant au préfacier d'*Un aviateur au Maquis*, le général de division Jean-Marc de Giuli, c'est en connaisseur – il fut commandant de la 27^e Brigade d'Infanterie de Montagne et est l'auteur du livre «*La Haute-Savoie Résistante : les femmes aussi*» – qu'il souligne la spécificité de l'apport «*d'Un aviateur au Maquis*» à la connaissance de la Résistance haute-savoiarde. En premier lieu de par le parcours atypique de son auteur, Cyril Lazare, ancien de Saumur, officier de l'Armée de l'air en 1939 devenu – dira-il – de par l'Armistice «*pilote sans avion, soldat sans combat...* Français sans France» et qui, en 1944, sera dans le Chablais «*le commandant Michel*», chef militaire de la compagnie FTP du Val d'Abondance (93/21).

Le «*raccourci*» entre les deux dates prit du temps, et de l'espace : mobilisé le 2 septembre 1939 dans le service comptable d'un établissement technique aéronautique à Chalais-Meudon près de Paris, il n'a de cesse que de voler, et sera breveté pilote militaire classé «*chasse*» à Bourges le 28 février 1940. Avant d'être dirigé sur l'École de l'Air à Mérignac près de Bordeaux.

Cyril Lazare n'aura jamais l'occasion de mettre en pratique sa préparation au combat aérien : le 17 juin 1940, Pétain, nouveau Président du Conseil, annonce qu'il «*faut cesser le combat*», le 22 juin, l'Armistice est signé. Replié sur la base aérienne algérienne d'Oran, Cyril Lazare sera démobilisé le 21 août, et rentrera en Métropole. S'ouvre alors une période de près de deux ans durant laquelle il va multiplier les contacts avec des Résistants, les tentatives infructueuses de trouver une filière fiable pour passer en Espagne et gagner Londres. Pour finalement, après l'invasion de la Zone Sud, en en trouver en novembre 1942 une vers la Suisse, où il sera interné pendant un an.

Après une ultime tentative via le consulat de France à Fribourg pour rejoindre les FFL, Cyril Lazare va choisir en janvier 1944 de rentrer clandestinement en France, et va intégrer un camp FTP de Haute-Savoie. Le baptême du feu et une



Collection *Regards sur la Résistance en Chablais*

blessure ne se feront pas attendre, lors d'une embuscade tendue le 24 janvier à Bernex à des miliciens. Après des soins prodigués chez des Résistants sédentaires et à l'hôpital d'Evian, il rejoint le maquis du Val d'Abondance, rencontre son chef Calixte Brunet qui, fin mars 1944, le nommera chef militaire du camp du Chesnay venant d'être formé.

Cyril Lazare évoque les affrontements avec les miliciens et les GMR, les difficultés et les incertitudes que suscitent les coups portés à la Résistance, mais aussi les figures de ses camarades de combat. Fin mai 1944, appelé «*commandant Michel*», Cyril Lazare devient le commandant militaire de la Compagnie FTP (93/21) du Val d'Abondance, dont la libération sera marquée par le combat de la Solitude (17 juin) et celui dramatique de Saint-Gingolph (22 juin).

Et ce sera la Libération, à Evian la garnison allemande se rendra, celle de Thonon se battra, puis la 93/21 partira libérer la Maurienne...

À la fin de la Guerre, Cyrille Lazare va retrouver l'Armée de l'Air... Il sera démobilisé le 6 mai 1946.

L'ouvrage inclut de nombreuses annexes : itinéraires de Résistants (Albert Roguet, Bernard di Barbora, «*Gars du Jura*»), historique de la 93/21 (par Pierre Guédu), liste des maquisards, chronologie...

UN AVIATEUR AU MAQUIS (BERNEX-EVIAN-ABONDANCE-THONON), par Cyril LAZARE (Cdt Michel). Préface du Général de Giuli. Texte présenté et annoté par Pierre Guédu. 152 pages. **Collection *Regards sur la Résistance en Chablais***
Prix : 10 €. Editions de l'ANACR Chablais, B.P. 40070, 74202 -Thonon-les-Bains.

75^E ANNIVERSAIRE DU CNR



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€

Par 50 : 2,5€ l'exemplaire

Par 100 : 2€ l'exemplaire

à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD

Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France	15 €
Etranger	17 €
Abonnement de soutien	30 €
Le numéro	4 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Charles SANCET

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0519A06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n^{os} par an, 15 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 € à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS